



Revue des comptes économiques des provinces et des territoires



Estimations préliminaires 2006



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés uniformément dans les publications de Statistique Canada :

- . indisponible pour toute période de référence
- .. indisponible pour une période de référence précise
- ... n'ayant pas lieu de figurer
- 0** zéro absolu ou valeur arrondie à zéro
- 0^s** valeur arrondie à 0 (zéro) où il y a une distinction importante entre le zéro absolu et la valeur arrondie
- p provisoire
- r rectifié
- x confidentiel en vertu des dispositions de la Loi sur la statistique
- E à utiliser avec prudence
- F trop peu fiable pour être publié

Comment obtenir d'autres renseignements

Toute demande de renseignements au sujet du présent produit ou au sujet de statistiques ou de services connexes doit être adressée à notre agent d'information aux 613-951-3640; iead-info-dcrd@statcan.ca.

Pour obtenir des renseignements sur l'ensemble des données de Statistique Canada qui sont disponibles, veuillez composer l'un des numéros sans frais suivants. Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel ou visiter notre site Web.

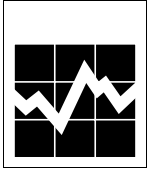
Service national de renseignements	1-800-263-1136
Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants	1-800-363-7629
Renseignements concernant le Programme des bibliothèques de dépôt	1-800-700-1033
Télécopieur pour le Programme des bibliothèques de dépôt	1-800-889-9734
Renseignements par courriel	infostats@statcan.ca
Site Web	www.statcan.ca

Renseignements sur les commandes et les abonnements

Le produit n° 13-016-XIF au catalogue est gratuit sur Internet. Les utilisateurs sont priés de se rendre à http://www.statcan.ca/francais/freepub/13-016-XIF/free_f.htm.

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois, et ce, dans la langue officielle de leur choix. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle qui doivent être observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1-800-263-1136. Les normes de services à la clientèle sont aussi publiées sur www.statcan.ca sous À propos de Statistique Canada > Offrir des services aux Canadiens.



Statistique Canada
Système de comptabilité nationale

Revue des comptes économiques des provinces et des territoires

Estimations préliminaires 2006

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2007

Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada, K1A 0T6.

Avril 2007

N° 13-016-XIF au catalogue, vol. 3, no 1

Périodicité : semestriel
ISSN 1715-071X

Ottawa

This publication is available in English upon request (Catalogue no. 13-016-XIE).

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Produits et services connexeswww.statcan.ca/cen**PIB provinciaux en termes de revenus et de dépenses**

Tableaux et document analytique Comptes économiques provinciaux	13-213-PPB
Chiffriers	13-213-DDB, 13-213-XDB
Tableaux CANSIM	384-0001, 384-0002, 384-0004 à 384-0013, 384-0036

PIB provinciaux par industrie

Tableaux CANSIM	379-0025, 379-0026, 381-0012 à 381-0014, 386-0002
CD-ROM :	
Produit intérieur brut provincial (PIB) par industrie et secteur aux prix de base	15-209-XCB
Production brute provinciale par industrie et secteur	15-210-XCB

Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre

Tableaux CANSIM	383-0008 à 383-0015
Publications :	
Croissance de la productivité au Canada	15-204-XIF
Comptes canadiens de productivité - données	15-003-XIF

Comptes économiques canadiens

Publications :	
Revue trimestrielle des comptes économiques canadiens	13-010-XIF
Les nouveautés en matière des comptes économiques canadiens	13-605-XIF

PIB national en termes de revenus et de dépenses

Tableaux CANSIM	380-0001 à 380-0017, 380-0019 à 380-0035, 380-0037, 380-0056 à 380-0058, 382-0006.
Publication :	
Comptes nationaux des revenus et dépenses	13-001-XIB
Tableaux et documents analytiques :	
Comptes des revenus et dépenses	13-001-PPB
Estimations du revenu du travail	13F0016XPB
Chiffriers	13-001-DDB, 13F0016DDB, 13-001-XDB, 13F0016XDB

PIB national par industrie

Tableaux CANSIM	379-0017 à 379-0024, 381-0009 à 381-0011, 0381-0014
Publication :	
Produit intérieur brut par industrie	15-001-XIF

Table des matières

Aperçu	4
Faits saillants par province	8
Terre-Neuve-et-Labrador	8
Île-du-Prince-Édouard	10
Nouvelle-Écosse	11
Nouveau-Brunswick	13
Québec	15
Ontario	17
Manitoba	19
Saskatchewan	21
Alberta	23
Colombie-Britannique	25
Yukon	27
Territoires du Nord-Ouest	28
Nunavut	29
À propos de cette publication	44
Politique de révision	44
Révisions dans cette édition	44
À propos de : Comptes économiques provinciaux	45

Aperçu

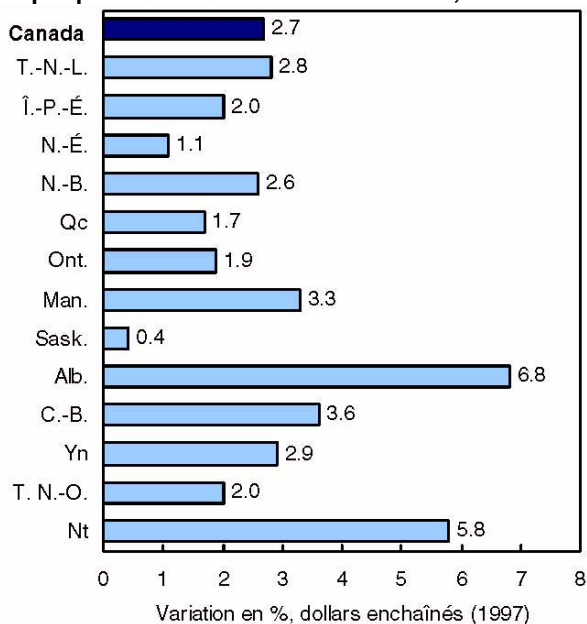
Estimations préliminaires 2006

Pour une troisième année consécutive, l'Alberta, le moteur de l'économie, a dominé la croissance économique du pays en 2006. La croissance économique était en général plus vigoureuse parmi les provinces de l'Ouest que dans les provinces centrales et de l'Est en 2006.

Dans l'ensemble, le produit intérieur brut (PIB) réel pour le Canada a subi un léger ralentissement passant de 2,9 % à 2,7 % en 2006. À l'échelle du pays, les investissements, les échanges commerciaux et les services financiers ont fait en sorte que la production de services soit plus élevée que la production de biens.

Pour l'ensemble du pays, le revenu du travail a augmenté de 6,1 %, alors que les dépenses de consommation ont progressé de 4,1 %. La construction résidentielle atteignait un nouveau sommet en 2006.

Graphique 1-a Produit intérieur brut réel, 2006



Le taux de croissance économique enregistré en Alberta (+6,8 %) a été plus de deux fois supérieur à la moyenne nationale. Pour une troisième année de suite, l'Alberta conserve sa très nette avance sur les autres provinces. Les cours du pétrole ont poursuivi leur progression en 2006, ce qui a stimulé les investissements rattachés à l'exploitation des sables bitumineux de la province lesquels ont été profitables à la plupart des secteurs de l'économie.

Dans la plupart des autres régions du Canada, le taux de croissance a été inférieur à la moyenne nationale, alors que l'appréciation de 6,8 % du dollar canadien et la hausse des cours du pétrole ont eu des effets négatifs sur la production, en particulier dans le secteur de la fabrication. Une baisse de la demande aux É.-U. a également limité les exportations. Après l'Alberta, seules Terre-Neuve-et-Labrador (+2,8 %), le Manitoba (+3,3 %) et la Colombie-Britannique (+3,6 %) ont connu une croissance économique supérieure à la moyenne nationale en 2006.

La production de biens s'avère vigoureuse dans l'Ouest du Canada

Pour une quatrième année consécutive, la croissance de l'économie albertaine a été nettement supérieure à la moyenne nationale. Les cours du pétrole ont poursuivi leur ascension en 2006, faisant grimper les bénéfices des sociétés et les investissements des entreprises, ce qui a, en retour, entraîné une hausse du revenu du travail et des dépenses.

Les conditions économiques effervescentes et le faible taux de chômage (3,4 %) ont attiré beaucoup de gens de partout au Canada. L'infrastructure de la province a dû faire face à des tensions afin d'accepter les 57 000 nouveaux arrivants en provenance des autres provinces. La construction résidentielle a progressé de 8,1 %, et les dépenses de consommation ont accéléré pour une troisième année consécutive, à 7,9 %. Le gain, en 2006, était particulièrement notable au chapitre des biens durables (+15 %).

L'activité en fabrication a fait un bond de 7,6 % en Alberta, après un gain de 6,3 % en 2005. Une grande portion de la croissance provenait des industries pétrochimiques ou des industries fournissant les machines et le matériel rendus nécessaires du fait de l'accroissement des investissements dans les infrastructures liées à des projets associés aux sables bitumineux.

Les retombées des investissements reliés aux sables bitumineux ne sont pas encore totalement connues, mais il demeure que les ralentissements de la production survenus lors de 2005 ont été contrebalancés en 2006 puisque l'extraction de pétrole a progressé de 3,5 %, et les exportations de produits du pétrole ont progressé au même rythme.

Au Manitoba, la production a augmenté de 3,3 % après avoir connu une hausse de 2,7 % en 2005, ce qui se traduit par la meilleure récolte des trois dernières années. Les conditions agricoles idéales qui ont prévalu en 2006 ont permis de fortes exportations de canola et de blé.

Des taux d'intérêt bas et un marché du travail vigoureux ont continué de stimuler la construction résidentielle et les dépenses de consommation en biens durables. La construction de structures non résidentielles a fait un bond de 32 %, en raison de projets de construction à Winnipeg et d'ajouts à l'infrastructure d'énergie électrique.

La croissance de l'économie de la Colombie-Britannique a été supérieure à la moyenne nationale pour une cinquième année de suite, s'élevant à 3,6 % en 2006, soit légèrement en-deçà de la croissance de 3,7 % en 2005.

La production forestière a augmenté légèrement, mais la vigueur constante du dollar canadien et une baisse de la demande aux États-Unis ont limité les exportations de bois. Les exportations de pâte et de papier ont pour leur part été stimulées par une demande internationale plus forte.

Les investissements concernant les Olympiques de 2010 ont profité au secteur de la construction. L'activité dans les industries de services a dépassé la production de biens en 2006. Une réduction de la production de charbon et d'électricité a freiné la croissance dans le secteur des biens.

La hausse du revenu du travail et un taux de chômage qui demeure peu élevé ont contribué à la vigueur de la construction résidentielle. Les dépenses de consommation, particulièrement à l'égard des biens durables, se sont accrues fortement en raison des achats de meubles de la part des nouveaux propriétaires de résidence.

L'activité économique en Saskatchewan a progressé légèrement en 2006 (+0,4 %), un ralentissement par rapport à la hausse de 3,1 % enregistrée en 2005. La production d'uranium, de potasse et de blé a reculé. Les bénéfices des sociétés sont toutefois demeurés vigoureux, car la demande mondiale à l'endroit de ces mêmes produits a maintenu les prix à un niveau élevé.

Les activités de fabrication de machines et de matériel de la Saskatchewan ont profité de la vigueur des investissements en Alberta. La force du revenu du travail a contribué à la construction résidentielle et à la hausse des dépenses de consommation.

Les coûts de l'énergie, la concurrence étrangère et le taux de change freinent l'activité économique au centre du Canada

Tandis que la production de ressources a assuré la prospérité des provinces de l'Ouest, l'activité économique à l'intérieur du Canada central a subi les effets des cours élevés du carburant. De plus, la force du dollar canadien a limité la demande à l'exportation et, par conséquent, la production de biens.

En Ontario, la croissance a atteint 1,9 % en 2006, comparativement à 2,8 % en 2005. Il y a eu un fléchissement de la production dans 14 des 21 grands groupes d'industries de la fabrication, ce qui a conduit à la baisse la plus marquée de l'activité de ce secteur depuis plusieurs années (-3,5 %). Les producteurs de véhicules automobiles ont réduit leur production, mais les producteurs de pièces ont été très durement touchés par les conditions du marché américain.

La faiblesse ressentie dans le secteur de la fabrication ne s'est pas étendue à la totalité de l'économie; ainsi, le maintien de la vigueur du revenu du travail et des investissements en construction a soutenu la production de services.

De nombreux migrants vers l'Alberta provenaient de l'Ontario. La vigueur dans le secteur des industries des services a permis au taux de chômage dans cette dernière province de descendre à 6,3 %.

L'économie du Québec a affiché un taux de croissance de 1,7 % en 2006; après avoir enregistré un accroissement de 2,2 % en 2005. La production de services a été plus forte que celle des biens, tandis que la fabrication reculait légèrement de 0,2 %. Le repli a été minimisé par l'intensité sur les marchés à l'exportation de produits aérospatiaux. La production de métaux de première transformation a repris en raison de la force persistante des cours mondiaux, et l'industrie pharmaceutique a connu une reprise après trois ans de recul.

Ces bons résultats toutefois n'ont pas été généralisés dans le secteur de la fabrication. L'industrie des produits forestiers et du papier du Québec a essuyé des fermetures d'usines et des mises à pied. Les exportations de produits du bois et de papier ont dégringolé.

Dans l'ensemble, le revenu du travail est demeuré élevé et les dépenses personnelles ont poursuivi leur progression à la suite des hausses de 2005.

Provinces de l'Atlantique : Il y a eu une relance à Terre-Neuve-et-Labrador et au Nouveau-Brunswick

La croissance de l'économie de Terre-Neuve-et-Labrador s'est établie à 2,8 % en 2006 comparativement à 0,4 % en 2005. La première année complète de production à la mine de nickel de Voisey's Bay et au gisement pétrolier White Rose ont fortement contribué à ce accroissement. Les bénéficiaires des sociétés ont été favorisés par les prix élevés des produits de base. Les consommateurs ont, quant à eux, pu tirer parti de taux d'intérêt peu élevés et ont accéléré leurs dépenses.

Après un accroissement de 0,3 % en 2005, l'économie du Nouveau-Brunswick a augmenté de 2,6 % en 2006. Un redressement dans les prix de la pâte et du papier journal en 2006 a entraîné la réouverture de deux usines et a concouru à la croissance de l'activité en fabrication.

Les progressions au chapitre de l'emploi et du revenu du travail ont donné lieu à une augmentation des ventes de véhicules neufs, ce qui ne s'était pas produit depuis quatre ans. Les dépenses en immobilisations ont augmenté fortement en 2006 alors que plusieurs projets de construction arrivaient à la date d'achèvement.

La reprise observée dans le secteur agricole a permis de maintenir la croissance de l'économie de l'Île-du-Prince-Édouard (+2,0 %) en 2006. Elle avait été de 2,1 % en 2005. La récolte de pommes de terre a été bonne, contrairement à celle de 2005, de sorte que les dépenses de consommation ont progressé. Il y a eu une diminution de la construction résidentielle dans la province, mais les travailleurs de l'industrie de la construction ont participé à différents projets, entre autres l'établissement d'un parc éolien à l'extrémité est de l'île.

L'activité économique a progressé en Nouvelle-Écosse (+1,1 %) au cours de 2006, faisant suite à un gain de 1,6 % l'année précédente. L'activité en fabrication a fléchi pour une deuxième année consécutive, en raison d'une baisse de la production dans les industries du caoutchouc et des matières plastiques et les conflits de travail ont entravé la fabrication de produits du bois.

La province a tiré profit d'un certain nombre de projets de construction dans la région de Halifax. La hausse du revenu du travail s'est répercutée sur les dépenses de consommation, particulièrement à l'égard des articles coûteux.

Une année vigoureuse pour les trois territoires

La croissance économique dans les territoires est presque entièrement attribuable aux ressources naturelles, plus particulièrement l'extraction et l'exploration minière.

La croissance de 5,8 % de l'économie du Nunavut constitue le meilleur résultat enregistré par ce territoire depuis 2002 et un rebond suite au recul de 1,1 % affiché en 2005. La mine de diamants Jericho—la troisième au Canada—est en exploitation depuis janvier 2006 et a contribué à la hausse des bénéficiaires des entreprises et à une relance des exportations. Tout comme dans les autres territoires, les prix élevés des produits de base ont favorisé les activités de prospection minière.

La croissance de l'économie des Territoires du Nord-Ouest s'est élevée à 2,0 % en 2006, une amélioration par rapport à 2005 (+0,1 %). L'activité dans les mines de diamants a fléchi quelque peu mais la reprise a été significative pour l'exploration minière et pétrolière dans les T.-N.-O., surtout le long de la vallée du Mackenzie. Les investissements en construction ont aussi augmenté à la mine de diamants du lac Snap.

La croissance de l'économie du Yukon a été de 2,9 % après avoir atteint un rythme frénétique en 2005 (+5,2 %). Les prix élevés des produits de base ont stimulé l'activité de prospection, surtout en ce qui touche l'or, le zinc, l'uranium et le cuivre. Les investissements ont bénéficié aux grossistes tandis que la demande augmentant pour les machines et le matériel. L'ouverture de nouveaux magasins a suivi la croissance du revenu du travail.

Note aux lecteurs

Les taux de croissance des statistiques en termes de dépenses et par industrie (telles que les dépenses de consommation, l'investissement, les exportations, les importations et la production) sont calculés à partir de mesures en volume, soit après correction en fonction de l'inflation. Les taux de croissance des statistiques en termes de revenus (telles que le revenu personnel, le revenu du travail et les bénéfices des sociétés) sont calculés à partir de valeurs nominales, c'est-à-dire sans correction en fonction de l'inflation.

Les estimations préliminaires des comptes économiques des provinces et territoires pour 2006 sont incluses dans le présent communiqué. Les données des années antérieures n'ont fait l'objet d'aucune révision. Les estimations révisées pour les années 2003 à 2006 seront publiées à l'automne.

Re-référencement des Comptes économiques canadiens

À compter de la diffusion des comptes des revenus et dépenses du premier trimestre de 2007 le 31 mai 2007, le produit intérieur brut en termes de dépenses et les éléments connexes seront convertis de l'année de référence 1997 à l'année de référence 2002 pour les estimations de volume et de prix. Ce changement vise les données de 1961 à ce jour. L'adoption d'une nouvelle année de référence ne modifiera pas les taux de croissance du PIB en chaîne au cours de cette période, puisqu'elle représente une mise à l'échelle des données fondées sur 1997. Toutefois, les niveaux et les taux de croissance de 2003 à 2006 seront touchés par le processus de révision annuelle du PIB habituel, également diffusé au premier trimestre.

Nous conserverons les identificateurs vectoriels de CANSIM pour les données en dollars en chaîne re-référencées. Pour les données de volume de Laspeyres (en dollars constants), de nouveaux indicateurs de CANSIM seront créés et mis à la disposition des utilisateurs dans le module du Système des comptes économiques nationaux de notre site Web (www.statcan.ca/cen) vers le milieu du mois de mai 2007.

Les équivalents provinciaux et territoriaux des comptes de revenus et dépenses, les comptes économiques provinciaux, seront re-référencés à 2002 avec la diffusion d'automne 2007.

Les estimations mensuelles du PIB par industrie continueront d'utiliser une période de référence de 1997 jusqu'à la révision annuelle habituelle de ces données en septembre 2007.

Pour plus de renseignements, veuillez communiquer avec un agent de renseignements de la Division des comptes des revenus et dépenses au 613-951-3640 ou par courriel à iead-info-dcrr@statcan.ca. On trouvera plus d'information sur la méthodologie du volume en chaîne Fisher à Indices de volume en chaîne Fisher – Méthodologie (numéro 13-605-XIF au catalogue).

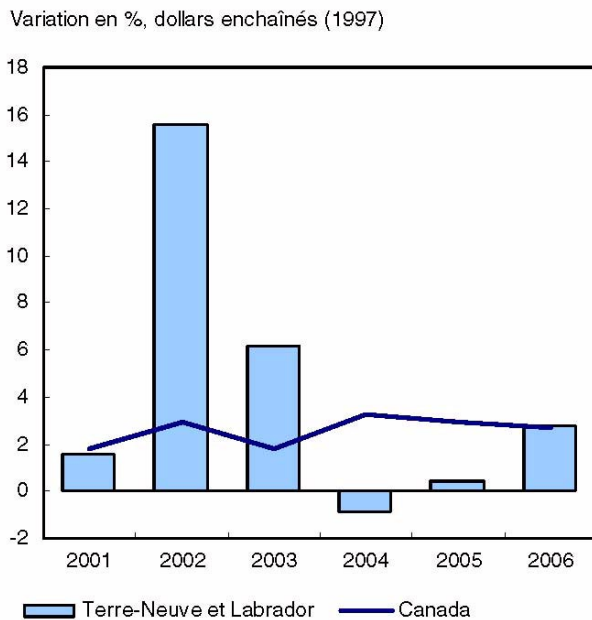
Faits saillants par province

Terre-Neuve-et-Labrador

L'activité minière appuie la relance de l'économie

L'activité économique a connu une relance à Terre-Neuve-et-Labrador en 2006; en effet, grâce encore une fois au coup de pouce des industries minières, le PIB réel de la province a progressé de 2,8 %. Cette progression fait suite à une année 2005 où l'économie se remettait à peine en branle après la contraction survenue en 2004. Pour une deuxième année de suite, les industries de biens ont eu le dessus sur les industries de services.

Graphique 2-a Le PIB de Terre-Neuve-et-Labrador

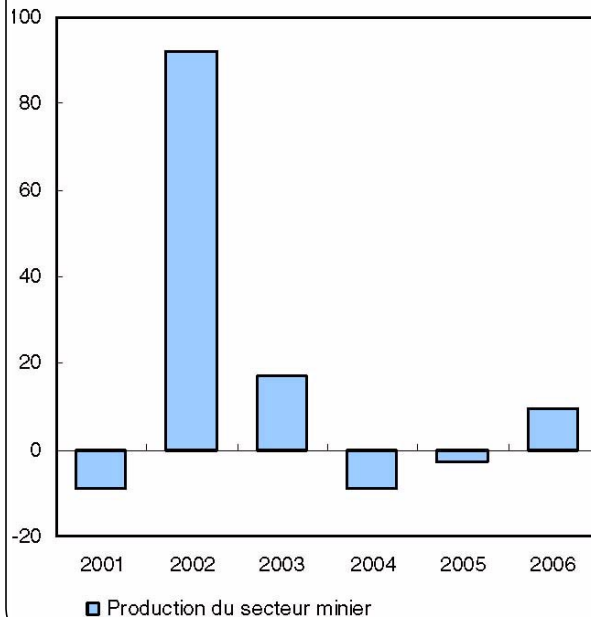


La plus grande partie de la hausse de la production se situait au niveau des industries minières. Ce gain tient pour une bonne part à la première année complète de production à la mine de Voisey's Bay, et ce, en dépit de l'interruption des activités survenue au troisième trimestre de 2006 en raison d'un conflit de travail. La hausse de la production minière a donné lieu à une augmentation marquée des ventes à l'étranger, les exportations ayant enregistré un saut de 4,7 % après avoir fléchi en 2005. Étant donné que la demande intérieure finale a à peine progressé, ce sont les exportations internationales qui ont le plus contribué à la croissance économique.

EN PERSPECTIVE...

Graphique 2-b Croissance dans l'industrie minière

Variation en %, dollars enchaînés (1997)



L'activité d'extraction de pétrole et de gaz naturel est demeurée stationnaire. La production de métaux de première transformation a fortement augmenté, surtout en raison de la première année complète de production à Voisey's Bay, sans oublier les prix des produits de base qui ont atteint des niveaux records. Les mines de fer ont connu un regain d'activité, poursuivant ainsi leur reprise à la suite de la grève de 2004, et en raison d'une demande vigoureuse.

L'activité en fabrication a diminué, au moment où les industries de la métallurgie et des structures usinées ont subi un brusque fléchissement. La production alimentaire a aussi enregistré un recul en raison de la baisse de production de poisson congelé. La diminution marquée de la production de papier journal est en partie redevable à la fermeture d'une usine de papier en 2005 et va de pair avec la baisse observée dans les industries de la foresterie et de l'exploitation forestière.

Après avoir baissé pendant deux ans, l'activité d'extraction de pétrole et de gaz naturel est demeurée stationnaire. La première année complète d'exploitation du projet White Rose s'est soldée par une production très forte. Par contre, d'autres gisements ont eu des problèmes de production en 2006.

Il y a eu une nette augmentation des activités de soutien rattachées à l'industrie de l'extraction minière et de l'extraction de pétrole et de gaz. Au total, les activités de construction ont enregistré une augmentation de 5,4 %, la plus faible des trois dernières années. Les ouvrages de génie ont profité de l'investissement dans l'exploitation minière. Malgré l'intensification des activités minières, l'investissement non résidentiel des entreprises a diminué, ce qui n'a été contrebalancé qu'en partie par l'augmentation des dépenses en immobilisations des administrations publiques.

La demande de logements est demeurée stationnaire, car le rythme de construction résidentielle des entreprises est demeuré à peu près inchangé (+2,1 %). Une baisse soutenue du taux de chômage et l'augmentation de la rémunération horaire ont entraîné une hausse de 4,6 % du revenu du travail, si on exclut l'effet appréciable associé à une cotisation ponctuelle à un régime de pension au premier trimestre de 2006. Le revenu du travail, qui comprend les cotisations normales et spéciales aux régimes de pension, a en fait connu une hausse de 29 %. Cette situation a contribué à la vigueur des dépenses personnelles, particulièrement les dépenses en biens semi-durables.

Les industries du commerce de gros et de détail ont augmenté, tandis que les services des administrations publiques ont progressé au même rythme que l'ensemble de l'économie. Les activités de transport ont reflété l'accroissement de l'activité minière ainsi que la tendance associée au navettage entre Terre-Neuve-et-Labrador et l'Alberta pour des motifs liés à l'emploi.

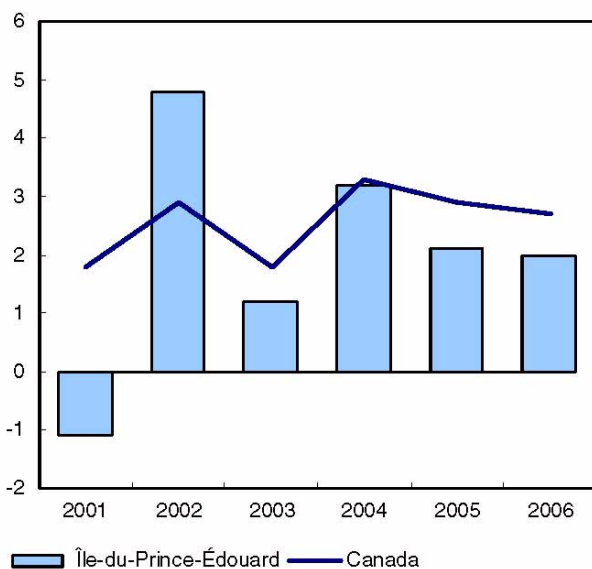
Île-du-Prince-Édouard

Croissance stable, de pair avec la progression des industries primaires

L'économie de l'Île-du-Prince-Édouard a connu une croissance stable, le PIB réel de la province progressant de 2,0 % en 2006. Par contre, les sources de cette croissance ont quelque peu changé par rapport à 2005. Une production agricole accrue a contribué aux exportations et aux stocks, tandis que les dépenses des administrations publiques ont connu une faible croissance.

Graphique 3-a Le PIB de l'Île-du-Prince-Édouard

Variation en %, dollars enchaînés (1997)



L'industrie agricole a connu un net regain après la baisse de 2005. Les recettes monétaires agricoles ont augmenté de façon substantielle, en parallèle avec l'amélioration des conditions du marché des pommes de terre et du bœuf. Les débarquements de poisson ont augmenté, ce qui a soutenu l'industrie de la transformation du poisson.

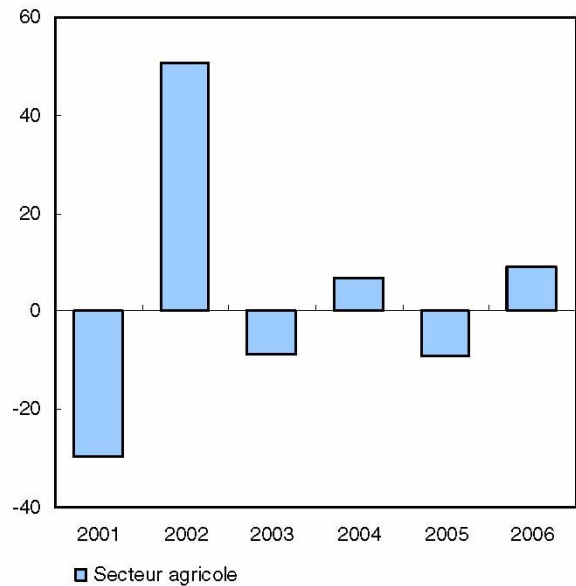
Après avoir fléchi l'année précédente, les activités de construction ont rebondi, et ce, malgré une baisse de la construction résidentielle. Ces activités ont été alimentées par un certain nombre de projets de construction commerciale importants, notamment un nouvel immeuble fédéral à Charlottetown, l'agrandissement de l'usine de Master Packaging, l'aménagement d'un parc éolien à East Point et l'agrandissement du Collège vétérinaire de l'Atlantique.

Le secteur de la fabrication a connu une année terne, en raison de la faiblesse de la demande américaine et de la vigueur du dollar canadien. Par contre, dans les domaines du transport, les fabricants ont haussé leur production, ce

EN PERSPECTIVE...

Graphique 3-b La croissance est aiguillonnée par l'agriculture

Variation en %, dollars enchaînés (1997)



On a observé une amélioration de la production agricole en 2006. Les revenus tirés de la récolte de pommes de terre ont augmenté de 22 % en raison de meilleurs prix, mais ces gains ont été contrebalancés en partie par des problèmes de récolte attribuables aux conditions climatiques.

qui tient à la demande générale de services de transports, donnant lieu à un accroissement des exportations de matériel de transport.

La croissance de l'emploi s'est située principalement dans les domaines de la construction, de l'agriculture et des services aux entreprises. En dépit de ces gains, le taux de chômage a augmenté. Les consommateurs ont contribué à la vigueur relative de la demande intérieure finale, quoique les dépenses aient progressé au même rythme qu'en 2005. La reprise des dépenses à l'égard de biens semi-durables a permis de compenser les dépenses moins vigoureuses pour les biens durables, notamment les véhicules automobiles.

La hausse soutenue du revenu personnel disponible et la vigueur de l'industrie du tourisme ont appuyé les ventes au détail. Les activités du tourisme dans la province se sont intensifiées, car elle a été le site d'événements sportifs et culturels importants en 2006. Il y a donc également eu une hausse marquée du volume du trafic aérien. Tout cela a concouru à une croissance des industries de l'hébergement et des services de restauration ainsi que des arts.

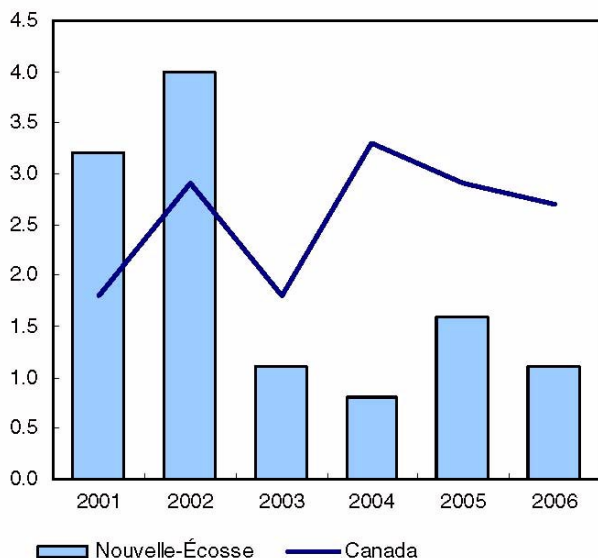
Nouvelle-Écosse

Ralentissement de l'activité économique sur fond de fléchissement des exportations

La croissance économique de la Nouvelle-Écosse a ralenti à 1,1 %; les dépenses intérieures ont été soutenues, mais les exportations ont fléchi de manière importante (-3,8 %). Cette situation découle de la baisse de la production de gaz naturel ainsi que de la diminution des exportations de biens fabriqués, principalement le papier. Cela explique que la Nouvelle-Écosse soit la province parmi celles de l'Atlantique ayant affiché la croissance économique la plus faible en 2006.

Graphique 4-a Le PIB de la Nouvelle-Écosse

Variation en %, dollars enchaînés (1997)

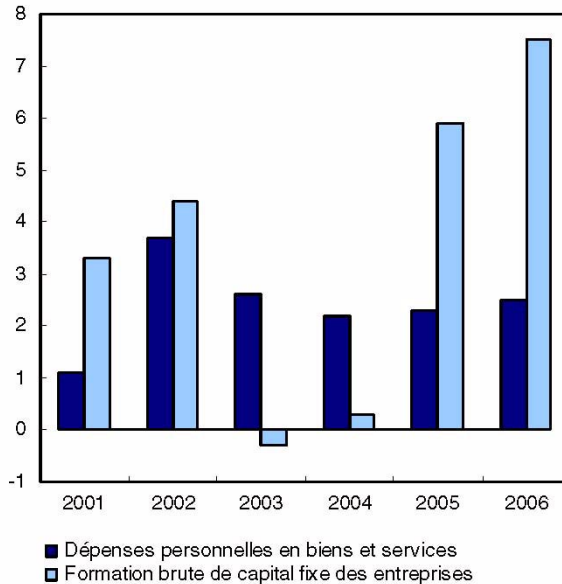


Les bénéfices des sociétés ont chuté en 2006 (-12 %) en partie à l'image des réductions de production de l'industrie en général. Dans l'industrie primaire, les activités d'extraction de pétrole et de gaz ont connu une baisse qui n'a été compensée qu'en partie seulement par les gains de l'industrie minière. Le secteur de la fabrication est resté en proie avec ses problèmes, l'année 2006 se soldant par un recul de 6,0 %. Une bonne part de ce recul est attribuable au long lock-out survenu dans l'industrie du papier. Les industries de la foresterie et de l'exploitation forestière ont dégringolé de 26 %. L'industrie de la pêche a continué de battre de l'aile en 2006. Les débarquements de poisson ont augmenté légèrement, mais la fermeture d'une importante usine de transformation de fruits de mer a accentué le marasme dans lequel est plongé le secteur de la fabrication. La production des services publics a aussi diminué, car la réduction de l'activité en fabrication a entraîné une baisse de la demande d'électricité. En

EN PERSPECTIVE...

Graphique 4-b La demande intérieure alimente l'économie

Variation en %, dollars enchaînés (1997)



Les dépenses de consommation et l'investissement des entreprises ont alimenté la croissance économique en 2006, tandis que la production de biens et les exportations ont fléchi. Il y a eu une hausse marquée des dépenses personnelles en biens durables (+6,0 %) et en biens semi-durables (+7,2 %) par rapport à 2005, tandis que le rythme de construction non résidentielle des entreprises a augmenté de 20 %.

revanche, on note une forte progression de la construction navale ainsi que de la fabrication de semi-conducteurs et d'autres produits électroniques.

L'investissement des entreprises dans la construction non résidentielle a progressé de 20 %, en raison d'abord des travaux de développement à Dartmouth Crossing ainsi que de travaux rattachés aux industries de l'extraction de ressources. Les mises en chantier ont continué d'augmenter, mais à un rythme moins élevé que celui de l'année précédente, de sorte que la construction résidentielle a connu une hausse de 1,9 %.

La Nouvelle-Écosse est la province de l'Atlantique ayant enregistré le taux de chômage le plus bas, ce taux étant encore descendu en 2006 pour se situer à 7,9 %. Le revenu personnel disponible a augmenté légèrement plus rapidement que l'année précédente et a donné lieu à une hausse des dépenses en biens et services de consommation. Les ventes de gros et de détail de biens ménagers ont augmenté de façon importante. Le commerce de détail a connu une augmentation de 3,9 %, les concessionnaires d'automobiles neuves et les stations-services réalisant les gains les plus importants. Par ailleurs, il y a eu baisse des dépenses personnelles en biens non durables.

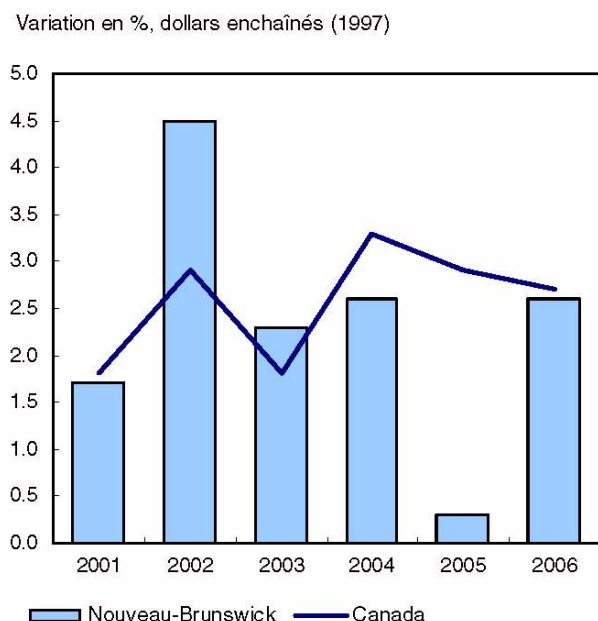
Les dépenses intérieures effectuées par les entreprises et les consommateurs ont appuyé les activités des industries des finances, des assurances et de l'immobilier (+3,3 %). Les transports ont progressé de 3,0 % au cours de 2006, le transport aérien ayant connu sa plus importante expansion depuis nombre d'années. Le transport par eau a aussi connu une croissance, le port de Halifax enregistrant une forte hausse du trafic de fret maritime. Par contre, le transport par camion a subi le contrecoup du recul de l'activité en fabrication.

Nouveau-Brunswick

Relance de l'économie grâce à la reprise dans les industries productrices de biens

L'économie du Nouveau-Brunswick a connu un regain, le PIB réel augmentant de 2,6 %, après une année 2005 où le gain avait été marginal (+0,3 %). La vigueur, entre autres, de l'industrie de la construction a contribué à l'essor des bénéfices (+18 %) ainsi qu'à la recrudescence de l'activité économique en 2006.

Graphique 5-a Le PIB du Nouveau-Brunswick

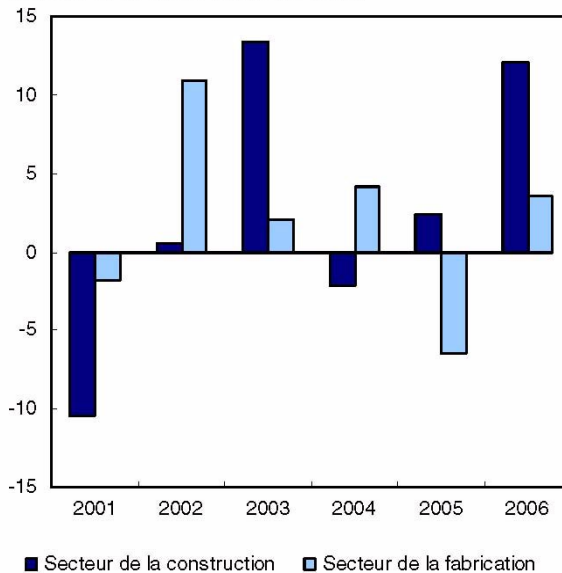


La construction a repris du poil de la bête en 2006 grâce à deux mégaprojets – un complexe de gaz naturel liquéfié à St. John, et la remise en état d'une centrale nucléaire. On a aussi poursuivi les travaux en vue de l'élargissement à quatre voies de la route transcanadienne, et on a achevé la construction de différents bâtiments commerciaux. Enfin, la construction résidentielle des entreprises a augmenté de 2,1 %, soit à peine moins qu'en 2005.

EN PERSPECTIVE...

Graphique 5-b La construction et la fabrication stimulent l'économie

Variation en %, dollars enchaînés (1997)



La construction et la fabrication ont constitué les moteurs de l'économie en 2006. Le secteur de la fabrication a rebondi après le recul marqué de 2005, tandis que l'industrie de la construction a connu une hausse importante. L'effet de la vigueur observée dans un certain nombre d'industries, en particulier la construction et la fabrication, sur l'emploi et le revenu a alimenté les dépenses de consommation.

L'activité en fabrication a augmenté (+3,6 %), ne cédant le pas qu'à l'Alberta à ce chapitre. Il s'agit d'un changement remarquable par rapport à 2005, lorsque le secteur de la fabrication de la province s'est classé au dernier rang au pays. La remontée des prix du papier journal et de la pâte a alimenté la relance de la fabrication de papier, qui représente environ 30 % du total de l'activité en fabrication. Cela a appuyé les exportations interprovinciales, qui ont augmenté pour une quatrième année consécutive. Il faut toutefois préciser que la reprise de l'activité en fabrication n'a pas été généralisée. Par exemple, les arrêts des activités pour fins d'entretien ont eu des effets négatifs sur le raffinage du pétrole, d'où une baisse des exportations de produits pétroliers raffinés. Il y a également eu une diminution de la production de produits alimentaires.

L'agriculture a progressé grâce à une bonne récolte de pommes de terre. En raison de la baisse de la construction résidentielle aux États-Unis, l'industrie de la foresterie et de l'exploitation forestière a encore une fois connu un recul, moins prononcé cependant qu'en 2005.

Si l'impulsion a été générée d'abord par les industries productrices de biens, il faut aussi souligner l'apport d'industries comme la finance, le commerce de détail, le transport et l'entreposage, ainsi que les services professionnels, scientifiques et techniques qui ont contribué à la croissance enregistrée par les industries de services. Les gains des industries de la construction et de la fabrication se sont reflétés sur les activités de transport et d'entreposage.

La croissance de l'emploi au Nouveau-Brunswick a été la plus élevée parmi toutes les provinces situées à l'est de l'Ontario, ce qui a contribué à ramener le taux de chômage à 8,8 %, soit le niveau le plus bas en 31 ans. La forte hausse du revenu personnel disponible a stimulé les dépenses de consommation. Les dépenses en biens durables de consommation – en particulier les appareils électroniques grand public – et en biens semi-durables ont appuyé de façon importante la croissance du PIB. La plupart des composantes des dépenses personnelles ont affiché une accélération en 2006, et le commerce de détail n'a jamais été aussi prospère depuis le début du millénaire. Les dépenses courantes des administrations publiques en biens et en services ont elles aussi augmenté.

Québec

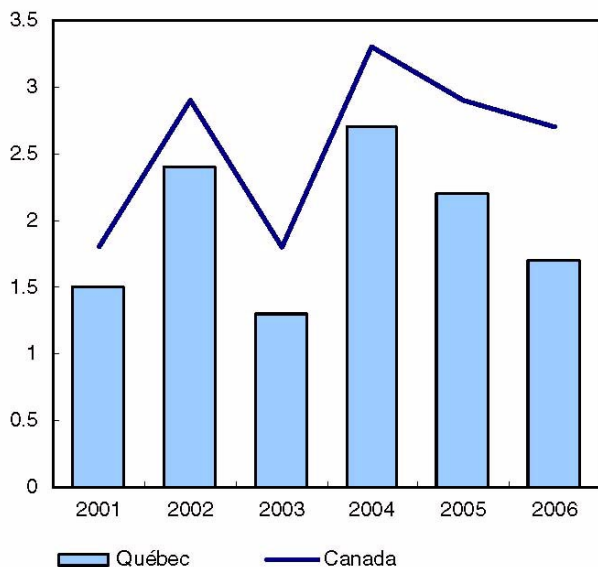
La croissance économique a ralenti encore en raison des difficultés des industries primaires et des fabricants connexes

La croissance de l'économie du Québec a ralenti en 2006, le PIB réel progressant de 1,7 %, en raison d'une baisse de la production de biens. L'ensemble des industries primaires a connu des difficultés.

La construction, le commerce et les services financiers ont conféré de la vigueur à l'économie tandis que l'activité manufacturière a légèrement diminué. Les exportations ont progressé au même rythme que l'an dernier (+3,1 %). Les dépenses courantes des administrations publiques et l'investissement des entreprises se sont accélérées, alors que les dépenses de consommation ont ralenti.

Graphique 6-a Le PIB du Québec

Variation en %, dollars enchaînés (1997)

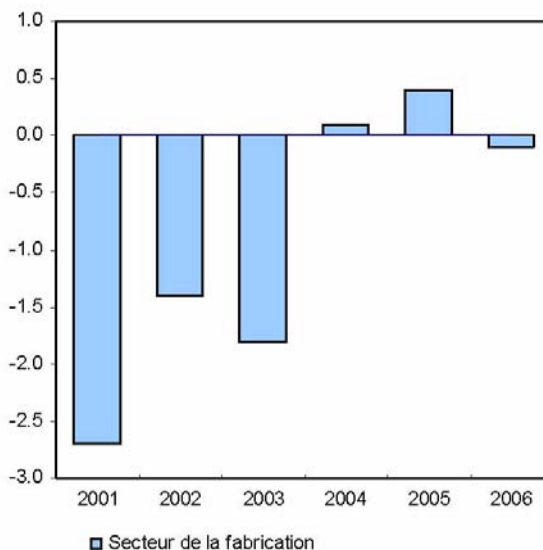


Pour une deuxième année de suite, il y a eu un recul des activités dans les industries des mines, de la foresterie et de l'exploitation forestière ainsi que des pêches, le phénomène étant particulièrement accentué pour la foresterie et les mines. Les fabricants connexes ont aussi éprouvé des problèmes en raison de la faiblesse des marchés d'exportation américains et des prix. Il y a eu une forte baisse marquée de la production des scieries, de produits du bois et des pâtes et papiers. Il en est allé de même de la production de textiles, de vêtements et de meubles, étant donné l'intensification de la concurrence étrangère.

EN PERSPECTIVE...

Graphique 6-b Le secteur de la fabrication plonge

Variation en %, dollars enchaînés (1997)



Le secteur de la fabrication, qui représente environ 20 % de l'économie du Québec, a diminué faiblement. Même s'il y a eu recul dans certains domaines, la production d'aluminium, de métaux de première transformation, de produits aérospatiaux et de produits pharmaceutiques a connu une forte croissance, ce qui a stimulé les bénéfices (+11 %) et l'investissement des entreprises en machines et en matériel (+7,4 %).

L'ensemble du secteur manufacturier a diminué faiblement (-0,2 %), la vigueur de certains groupes venant atténuer l'impact de la fermeture de scieries. Les fabricants de métaux de première transformation dont l'aluminium ont tiré parti d'une demande mondiale plus forte. De même, les fabricants de produits pharmaceutiques ont été avantagés par la force des marchés d'exportation, et les activités de fonte et d'affinage ont aussi été en hausse. L'industrie aérospatiale a bénéficié de contrats relatifs à des avions à réaction d'affaires et à des hélicoptères.

Au chapitre de l'investissement des entreprises dans la construction non résidentielle, il y a eu une hausse importante des achats de machines et de matériel. Les résultats relatifs à la construction non résidentielle sont rattachés à l'expansion et à la modernisation d'alumineries, d'usines de l'industrie aérospatiale et de laboratoires de recherche. L'investissement dans le secteur de l'énergie a entraîné une croissance des travaux de construction. Cependant, la construction résidentielle a fléchi. Ce fléchissement a été atténué en partie par une augmentation des activités de rénovation. Dans l'ensemble, la construction a progressé de 2,6 % en 2006. Le faible taux d'inoccupation des immeubles tant résidentiels que commerciaux a favorisé l'activité du secteur financier, en particulier les établissements de crédit et les entreprises immobilières.

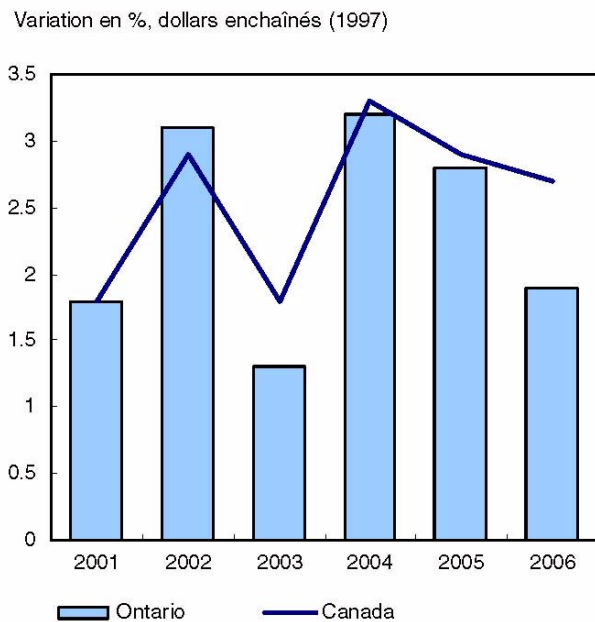
L'augmentation du revenu personnel disponible et la baisse du taux de chômage ont contribué à la hausse des dépenses de consommation, quoique cette hausse ait été moins forte qu'en 2005. Néanmoins, cela a permis à l'industrie du commerce de détail d'enregistrer de bons résultats (+4,0 %). La vigueur du commerce de gros s'est également maintenue.

Ontario

L'économie connaît un nouveau ralentissement par suite d'une baisse marquée dans la fabrication

L'activité économique en Ontario a de nouveau ralenti en 2006, la croissance du PIB s'établissant à 1,9 %. Pour une quatrième année consécutive, le taux de croissance de l'économie ontarienne a été inférieur à la moyenne nationale. Le ralentissement observé en 2006 tient à la contraction des industries de la fabrication, qui constituent environ 20 % de l'économie de la province. Plusieurs facteurs peuvent expliquer cette situation, notamment l'appréciation du dollar canadien, les cours élevés de l'énergie et l'intensification de la concurrence étrangère. La production de biens a diminué mais celle de services a augmenté.

Graphique 7-a Le PIB de l'Ontario

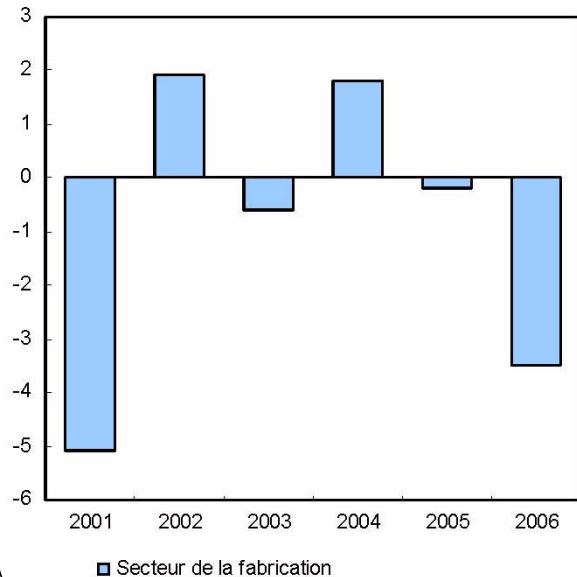


La demande intérieure finale a augmenté de 4,0 %, s'accroissant pour une deuxième année de suite, grâce à la hausse des dépenses courantes et des dépenses en immobilisations des administrations publiques ainsi que de l'investissement des entreprises. Les consommateurs ont aussi contribué à la croissance, les dépenses dans les magasins de détail demeurant soutenues, en parallèle avec une augmentation plus rapide du revenu disponible. La demande internationale a encore diminué, les exportations subissant une légère baisse durant l'année (-0,1 %), en particulier dans le cas des pièces d'automobile et des camions, ce qui a eu des effets négatifs sur la fabrication.

EN PERSPECTIVE...

Graphique 7-b Le secteur de la fabrication se contracte brusquement

Variation en %, dollars enchaînés (1997)



Le secteur de la fabrication a connu son plus fort recul depuis l'éclatement de la bulle technologique en 2001. Toutefois, ce recul a cette fois été généralisé, touchant 14 des 21 principales industries, dont bon nombre ont subi les effets d'une baisse de la demande d'exportation.

La faiblesse de la demande d'exportation internationale a nui à la production de pâtes et papiers, de meubles, de produits de métaux de première transformation et de produits métalliques ouvrés. La fermeture d'une usine de tabac est survenue quand l'activité de production correspondante a été transférée au Mexique. Il y a aussi eu une baisse en ce qui touche les produits de caoutchouc et de matières plastiques en raison de la diminution de la demande de pièces d'automobiles, résultat des difficultés éprouvées par les industries du transport et des véhicules automobiles. Dans l'ensemble, la production de véhicules automobiles a diminué (-3,4 %). Le segment du marché constitué des camions lourds a bénéficié de la volonté de produire des véhicules de l'année-modèle 2006, de façon à se soustraire à une réglementation environnementale de plus en plus rigoureuse à l'égard des moteurs diesel. Le recul constaté au niveau de la fabrication d'ordinateurs, une première en cinq ans, est aussi attribuable à la baisse des ventes à l'étranger mais a été plus que compensé par la hausse de la production dans le domaine de la télécommunication.

Le recul du secteur de la fabrication a aussi touché les services publics, la production d'électricité diminuant de 2,9 %. La réduction de la production de biens a également eu des effets sur les industries du transport par camion et par chemin de fer. Par contre, le transport aérien a connu une ascension. Dans le secteur financier qui représente environ 25 % de l'économie de la province, l'activité s'est intensifiée de 3,8 % en raison de la force des banques et des courtiers en valeurs mobilières.

La construction a progressé de 3,6 %. La construction résidentielle a encore diminué, mais la construction de bâtiments non résidentiels a augmenté de 5,6 %. Les retombées engendrées par les travaux effectués dans des centrales nucléaires ainsi que par le début des travaux de construction d'un tunnel sous les chutes Niagara ont été bénéfiques pour la construction.

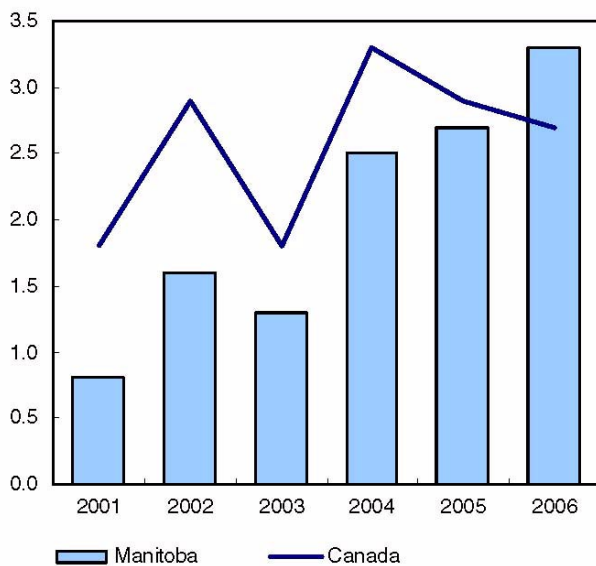
Manitoba

L'économie est florissante, les exportations et les dépenses intérieures connaissant une accélération

L'activité économique a progressé de 3,3 % au cours de 2006, ce qui est nettement supérieur au taux déjà élevé enregistré en 2005. La demande intérieure s'est accélérée, en raison d'une hausse des dépenses de consommation et de l'investissement des entreprises. Les exportations vers les autres provinces ont augmenté, en particulier pour les produits de métaux de première transformation et les produits agricoles. Les stocks agricoles ont augmenté.

Graphique 8-a Le PIB du Manitoba

Variation en %, dollars enchaînés (1997)

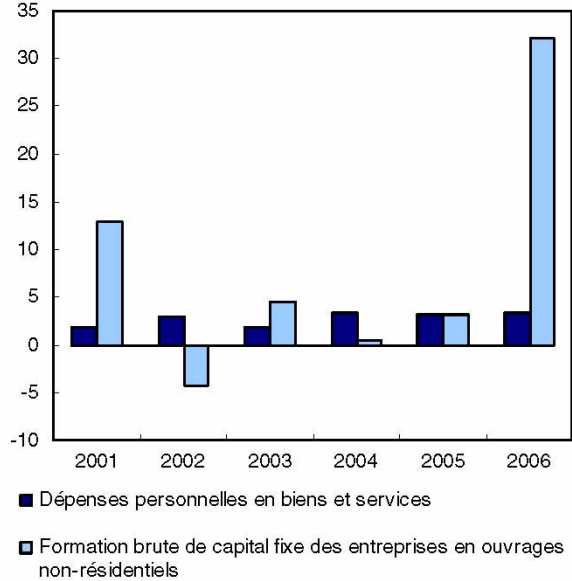


La croissance de la production de biens a été nettement supérieure à celle de services en 2006. Cela s'explique par la forte remontée de l'agriculture, grâce à la grande amélioration des récoltes. Entre autres, les récoltes de canola et de blé ont augmenté considérablement. L'ouverture de la frontière canado-américaine à l'égard des exportations de bovins durant toute l'année 2006 a aussi contribué à cette remontée. L'industrie minière a aussi enregistré une forte progression, la production de cuivre étant en hausse, stimulée par l'ascension des prix des minéraux métalliques. Les activités d'exploration pétrolière et gazière ont poursuivi sur leur lancée (+39 %). La baisse dans le secteur de la fabrication (-0,3 %) est la conséquence de résultats mitigés parmi les différentes industries.

EN PERSPECTIVE...

Graphique 8-b La demande intérieure stimule l'économie

Variation en %, dollars enchaînés (1997)



La forte augmentation des bénéfices (+28 %) et la hausse plus marquée du revenu personnel disponible ont conduit à une croissance sensible de la demande intérieure finale (+4,6 %). Les dépenses en biens de consommation se sont accélérées, surtout dans le cas des biens semi-durables. L'investissement non résidentiel des entreprises a lui aussi augmenté, les dépenses en bâtiments, entre autres, grimant de 32 %.

Les dépenses personnelles ont augmenté pour la plupart des catégories de biens de consommation, ce qui a contribué à une croissance de 4,5 % du commerce de détail, la hausse du revenu personnel disponible atteignant 5,4 %. Le taux de chômage est descendu à 4,3 %, l'emploi étant en hausse, notamment dans l'industrie de la construction.

Il y a eu une hausse de 14 % de la formation brute de capital fixe des entreprises. La construction a été en plein essor (+17 %), un nombre record de permis de bâtir étant délivrés. C'est la quatrième année de suite où la construction est en hausse dans la province grâce, entre autres, au lancement du projet du barrage Wuskatim, au programme d'amélioration des ouvrages municipaux de Winnipeg et aux travaux rattachés au canal d'évacuation des crues de la rivière Rouge. Les travaux de construction rattachés au secteur du pétrole et du gaz ont aussi affiché une augmentation marquée, dans la foulée d'une intensification des travaux d'aménagement de locaux industriels et de locaux à bureaux. La progression de la construction résidentielle des entreprises s'est poursuivie (+3,9 %), sans toutefois égaler le rythme vigoureux des dernières années.

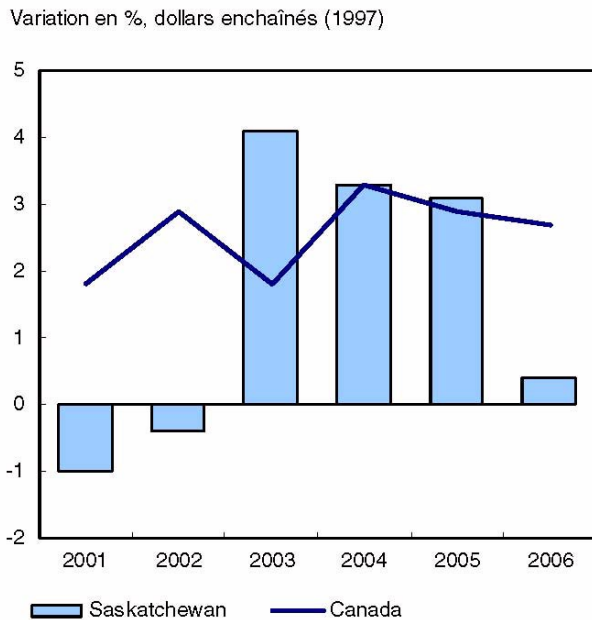
Le transport a bénéficié de la hausse des transports de métaux et de produits agricoles ainsi que de la circulation de biens pour le compte de l'industrie du commerce. La progression du transport aérien s'explique par la conversion de l'aéroport de Winnipeg en un important centre de fret. La croissance des industries financières a continué, grâce à la vigueur des institutions de dépôts et de l'industrie des valeurs mobilières. C'est aussi en 2006 qu'ont débuté les échanges électroniques à la Bourse des marchandises de Winnipeg.

Saskatchewan

L'économie est en perte de vitesse par suite de la chute de la production des industries primaires

L'économie de la Saskatchewan s'est enrayée en 2006 (+0,4 %) après avoir enregistré une croissance supérieure à la moyenne nationale lors des trois années précédentes. La production des industries de biens a diminué (-3,0 %) en raison du recul de la production céréalière et de l'activité minière attribuable à une réduction de la demande à l'exportation, sans oublier un secteur forestier esquiné. Toutefois, les prix de la plupart des principaux produits de base exportés ont augmenté durant l'année, ce qui a eu pour effet de hausser les bénéfices. L'investissement et les dépenses de consommation ont été maintenus. Les stocks agricoles ont diminué.

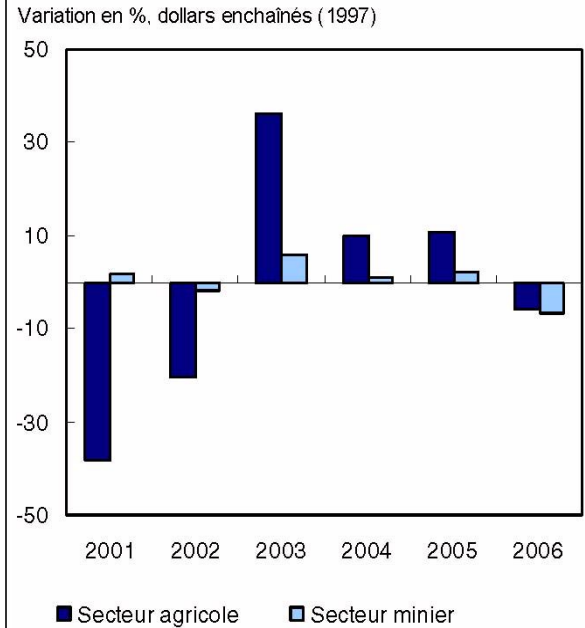
Graphique 9-a Le PIB de Saskatchewan



La production des cultures a chuté de 9,1 % en 2006. Les trop fortes précipitations du printemps ont nui aux semis dans de nombreuses régions de la province, et le nombre d'acres cultivées a été le plus bas enregistré depuis 1999. L'été a été très chaud et sec, de sorte que les récoltes ont approché la moyenne des dix dernières années, tout en étant nettement inférieures à celles de 2005. Cependant, la qualité des récoltes a été supérieure à la moyenne des dernières années, et des prix plus élevés ont contribué à augmenter les recettes agricoles.

EN PERSPECTIVE...

Graphique 9-b L'industrie agricole et du secteur minier s'affaiblissent



Une baisse de la production agricole et minière (incluant le pétrole et le gaz) a jugulé l'activité économique en Saskatchewan au cours de 2006. Les rendements associés à la production céréalière ont nettement diminué, notamment en raison des conditions climatiques défavorables au cours de la saison. L'activité minière a chuté, en particulier pour les minéraux métalliques et la potasse.

Dans l'ensemble, la production globale du secteur minier a également diminué de façon marquée en 2006 (-6,6 %). Bien que l'extraction de pétrole et de gaz ait augmenté après deux années de contraction, la production et l'exportation de certains produits miniers de premier plan, comme la potasse, ont diminué. La signature de nouveaux contrats avec des acheteurs étrangers a été retardée, ce qui a contribué à ce recul.

La production manufacturière s'est accrue après deux ans de forte hausse; les résultats ont varié d'une industrie à l'autre. La production de produits du bois a diminué en raison pour une bonne part de la fermeture d'une usine de pâte à Prince Albert en mars, à quoi s'ajoute une diminution du volume de produits du bois d'œuvre et du carton pour panneau, les producteurs réduisant leur production en raison du fléchissement du marché américain du logement et de l'appréciation du dollar. Les fabricants de pesticides et de matériel agricole ont aussi perdu du terrain en raison de la réduction de la superficie cultivée. Les fabricants de produits de métaux de première transformation et de produits métalliques ainsi que de machines pour les champs de pétrole ont obtenu de fort bons résultats, fournissant leurs produits au secteur en plein essor de l'exploitation des sables bitumineux. Les producteurs de ciment et de béton ont connu une année record, leurs produits étant utilisés dans le cadre des différents projets de construction en cours.

Après l'achèvement du projet de la centrale éolienne Centennial en mars 2006, la construction non résidentielle des entreprises a diminué (-7,1%) malgré la construction de nouvelles usines de transformation des aliments, d'une usine de carburant à base d'éthanol, d'entrepôts, d'installations d'enseignement et d'autres bâtiments institutionnels. Les faibles taux d'intérêt ont soutenu la demande de logement, la construction résidentielle progressant de 6,2 %; il s'agit d'une deuxième année consécutive où la province a obtenu des résultats supérieurs à la moyenne nationale. Les courtiers immobiliers ont tiré profit de la vigueur du marché de la revente de maisons.

En dépit des déboires des industries de biens, le marché de l'emploi s'est resserré au cours de l'année. L'emploi total a augmenté de 1,7 % et le taux de chômage est descendu à 4,7 %, soit le niveau le plus bas depuis 1981. Cela a conduit à une hausse marquée du revenu disponible, ce qui a soutenu les dépenses de consommation à l'égard d'un large éventail de biens et de services. Le commerce de détail a enregistré un taux de croissance très honorable de 5,2 %, ce qui surpasse le taux au niveau national. La croissance du commerce de gros a diminué, s'établissant à 1,7 % en 2006 – certains grossistes ont pu tirer parti de la vigueur de l'industrie de la construction et des dépenses de consommation, d'autres ont pâti de la baisse de la production de biens. Les industries des arts, des spectacles et des loisirs ont pu profiter d'événements publics de premier plan qui se sont déroulés dans la province au cours de l'année. Les services de transport aérien ont augmenté de plus de 10 %, et les exploitants des divers types d'établissements d'hébergement et de services de restauration ont connu leurs meilleurs résultats depuis des lustres.

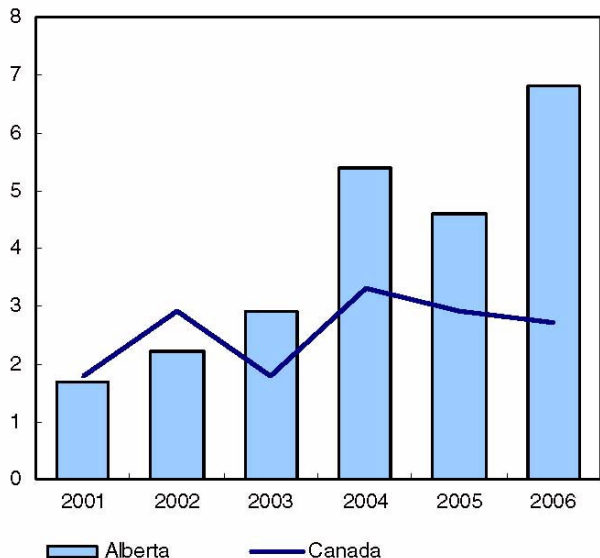
Alberta

Encore le principal moteur de la croissance économique du pays

La croissance que connaît l'économie de l'Alberta depuis quelques années s'est poursuivie, se chiffrant à 6,8 % en 2006. Cette croissance est nettement supérieure à la moyenne nationale ainsi qu'à celle de toutes les autres régions du pays. Bien que l'Alberta représente moins de 15 % de l'économie canadienne, elle est à l'origine de 30 % de la croissance à l'échelle nationale. Son économie a pu compter sur l'accroissement accéléré de la production de biens et de services. La seule faiblesse à signaler se situe dans le domaine de l'agriculture. Les exportations ont bondi, alors que la demande intérieure finale est demeurée solide.

Graphique 10-a Le PIB de l'Alberta

Variation en %, dollars enchaînés (1997)

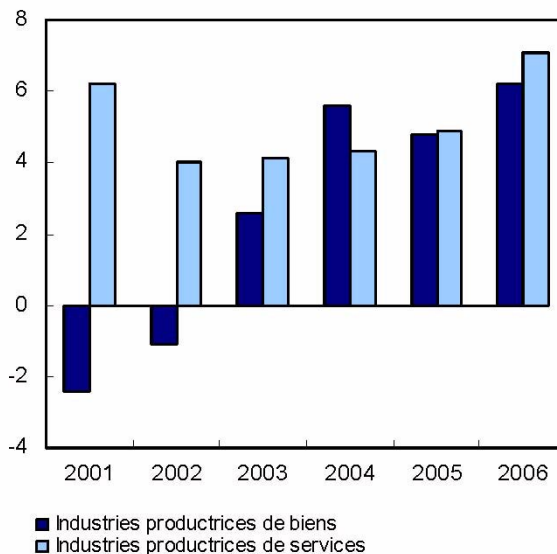


La moitié de la croissance de la construction au pays est imputable à l'Alberta, dont les gains à cet égard ont été supérieurs à 10 % pour une troisième année consécutive. On a encore effectué des investissements très importants dans les travaux de génie pour le pétrole et le gaz naturel. Un certain nombre de mégaprojets reliés aux sables bitumineux étaient en cours, et d'autres en étaient à l'étape de planification en vue de leur réalisation au cours de la prochaine décennie; rappelons que seulement 3 % des sables bitumineux sont actuellement en exploitation.

EN PERSPECTIVE...

Graphique 10-b La production de biens et de services accélère

Variation en %, dollars enchaînés (1997)



La vigueur de l'économie a été généralisée; ainsi, les industries de biens ont connu une expansion de 6,2 %, comparativement à une croissance inférieure à 1 % pour l'ensemble du Canada. Les secteurs de la construction et de la fabrication ont particulièrement contribué à cette expansion. Les industries de services ont elles aussi progressé en 2006, les gains étant généralisés.

Le rythme atteint par l'activité économique a permis de dégager un excédent budgétaire très important, dont une partie a été réinvestie dans l'infrastructure. Il y a notamment eu un accroissement des travaux de construction portant sur des établissements provinciaux ainsi que l'élargissement à quatre voies de l'autoroute reliant Edmonton et Fort McMurray, ces travaux ayant débuté au cours de l'été de 2006. La construction résidentielle (+8,1 %) a été favorisée par des taux d'intérêt bas et par l'arrivée constante de travailleurs dans la province; les mises en chantier ont connu une hausse de près de 20 %, et la demande a entraîné une hausse substantielle de la valeur des logements dans les grands centres urbains.

Une hausse de la production de pétrole synthétique a permis à l'industrie de l'extraction de pétrole et de gaz (+3,5 %) de se remettre des défaillances mécaniques qui avaient assombri ses résultats de l'année précédente. Malgré les pressions s'exerçant sur les cours du pétrole brut durant la dernière partie de l'année, le prix moyen du baril s'est maintenu en moyenne à 66,22 \$ (en dollars américains) durant l'année, soit près de 17 % de plus que le cours moyen de l'année précédente. Il faut cependant ajouter que les gains rattachés au pétrole ont été contrebalancés par un fléchissement de la demande et de la production de gaz naturel, ce qui a eu des répercussions négatives sur le volume des exportations ainsi que sur les prix.

Les résultats des fabricants de la province ont été supérieurs à ceux du reste du pays. La demande de machines et de matériel pour les champs de pétrole a permis au secteur de la fabrication (+7,6 %) de poursuivre sur son élan des deux années précédentes. Les industries des produits chimiques, des machines destinées à l'exploitation pétrolière et gazière ainsi que de l'acier et des produits métalliques ont toutes obtenu de très bons résultats, représentant plus de 80 % de la croissance du secteur.

L'agriculture a connu une première contraction en quatre ans. Les mauvaises conditions climatiques, plus précisément les fortes chaleurs et la grêle, sont la principale raison de la diminution, d'environ 10 %, des grandes cultures.

La croissance démographique s'est élevée à 3,0 %, soit la plus forte hausse au cours des 25 dernières années. Ceci est dû pour une bonne part à la migration interprovinciale, des travailleurs d'autres régions venant s'établir dans la province. La population active de l'Alberta a continué de croître à un rythme rapide, les gains se situant principalement au niveau des emplois à temps plein dans les secteurs des administrations publiques, de la construction, des mines ainsi que du pétrole et du gaz. Le taux de chômage est descendu à 3,4 %, ce qui constitue le niveau le plus bas des 30 dernières années; il s'agit d'un résultat particulièrement remarquable lorsque l'on considère que le taux de chômage national est de 6,3 %. Cependant, en parallèle avec cette croissance économique soutenue, les pénuries de main-d'œuvre et les pressions sur les prix se sont encore accentuées.

Les industries de services ont bénéficié de la hausse importante du revenu disponible. Les gains ont été supérieurs à 10 % tant pour le commerce de gros que pour le commerce de détail. De même, toutes les composantes des dépenses personnelles ont progressé nettement. Le nombre de véhicules automobiles vendus en 2006 a augmenté de 12 %, représentant approximativement 75 % de la hausse enregistrée à l'échelle nationale; la proportion de cette augmentation imputable aux camions est de 65 %. Ces ventes plus élevées ont fait grimper les importations albertaines de 6,7 % en 2006. Le marché du logement robuste a fait croître la demande touchant l'ameublement résidentiel et les électroménagers, les matériaux de construction et les produits extérieurs pour la maison.

Les industries de l'hébergement et des services de restauration ont progressé de même que l'achalandage dans les restaurants et les tavernes. Le transport par camion a été supérieur à 7 % pour une troisième année consécutive, et les deux principaux aéroports de la province ont continué d'appuyer la reprise dans l'industrie du transport aérien. Le taux d'augmentation des dépenses consacrées aux soins de santé et des dépenses des administrations locales a été presque deux fois supérieur à la moyenne nationale.

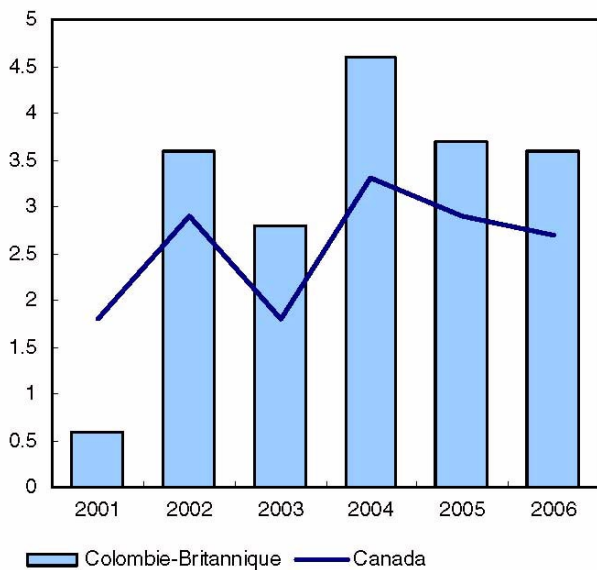
Colombie-Britannique

L'activité économique ralentit mais demeure vigoureuse

L'économie dynamique de la Colombie-Britannique a enregistré un taux de croissance supérieur à la moyenne nationale pour une cinquième année consécutive, la hausse du PIB réel se chiffrant à 3,6 %. La demande intérieure finale a fait un bond (+5,6 %). Toutes les principales composantes de la demande intérieure ont connu une hausse tandis que les exportations fléchissaient. Les exportations de services ont augmenté, tandis que celles de bois d'œuvre, de gaz naturel et de charbon ont diminué. La croissance a été alimentée en particulier par les industries de la construction et du commerce de gros et de détail; les industries de services ont connu une plus forte croissance que les industries de biens.

Graphique 11-a Le PIB de la Colombie-Britannique

Variation en %, dollars enchaînés (1997)

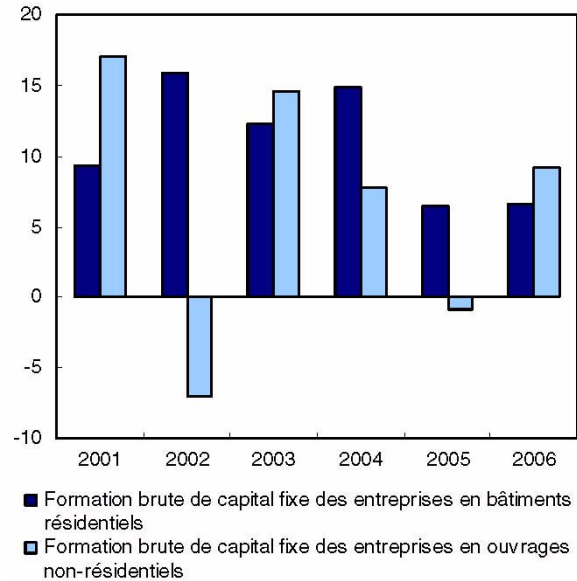


L'investissement des entreprises en capital non résidentiel a augmenté plus rapidement que l'année précédente, tandis que les investissements des administrations publiques étaient en hausse. Des progrès ont été réalisés dans le cadre de plusieurs grands projets de construction rattachés aux Jeux olympiques d'hiver de 2010, notamment l'Anneau de patinage de vitesse de Richmond, les sites des épreuves de ski alpin et de ski de fond à Whistler ainsi que le Centre des sports de glisse de Whistler. Il y a aussi eu des travaux de construction ayant trait au « Canada Line », soit un réseau de transport ferroviaire express entre Richmond, l'aéroport et le centre-ville de Vancouver. Les travaux de génie civil dans le domaine de la production d'électricité ont connu une

EN PERSPECTIVE...

Graphique 11-b La construction est au cœur de la croissance économique

Variation en %, dollars enchaînés (1997)



La construction a été en plein essor sur la côte Ouest. La construction résidentielle en hausse a caractérisé un marché immobilier effervescent, alimenté par la croissance démographique et par l'accroissement de la richesse à l'intérieur de la province. Les activités de construction non résidentielle ont reflété les projets de construction importants associés aux Jeux olympiques à venir, à l'augmentation de production d'électricité et à des initiatives d'expansion de la capacité de production dans différentes industries.

hausse de 35 %, et les travaux de construction d'une centrale hydroélectrique sur la rivière Kootenay se sont poursuivis. Un terminal à conteneurs est construit dans le port de Prince Rupert. Cette expansion viendra en aide à la manutention d'un nombre accru des importations de biens fabriqués en Chine. De plus, on a entamé la construction d'une mine de molybdène près de Revelstoke. La hausse très marquée des travaux de construction de bâtiments commerciaux a aussi contribué à l'augmentation de l'activité de construction.

L'investissement résidentiel des entreprises a augmenté de 6,6 % en 2006, soit une faible accélération par rapport à 2005. La demande de logements a été stimulée par la croissance démographique (+1,2 %), en raison de l'immigration internationale et de la venue de travailleurs et de retraités d'autres provinces.

La croissance de l'emploi a été de 3,1 %, dépassant la moyenne nationale pour une quatrième année consécutive. Les industries où il s'est créé le plus d'emplois sont celles de la construction, du commerce de gros et de détail, de l'éducation et des soins de santé. Le revenu du travail a augmenté de 8,2 %. Le taux de chômage est descendu à 4,8 %, soit le niveau le plus bas des 30 dernières années. Le revenu disponible a connu une forte progression en 2006 (+7,5 %), ce qui a donné lieu à une hausse des dépenses personnelles en biens et services de consommation; ce sont ces dernières qui ont le plus contribué à la croissance du PIB en termes de dépenses.

Le commerce de détail a grimpé de 5,9 % par suite de l'augmentation des ventes de véhicules automobiles d'occasion et de véhicules récréatifs, de pièces d'automobiles, de bière, de vin et de spiritueux, de même que des ventes des pharmacies et des magasins de soins personnels. Les ventes de véhicules automobiles neufs ont augmenté, en raison notamment de la hausse des ventes de voitures particulières. Les magasins d'appareils électroniques et ménagers, les centres de rénovation et les quincailleries ont fait de meilleures ventes, grâce aux activités de construction de maisons neuves. Le commerce de gros a progressé de 9,7 %; ce sont les ventes de matériaux de construction et de machines et de matériel qui ont connu la plus forte hausse, la formation brute de capital fixe des entreprises augmentant de 9,5 %.

Dans le secteur du tourisme, il y a eu progression au niveau de l'hébergement pour voyageurs et des restaurants, grâce aux bonnes conditions de ski. Le secteur de la fabrication a enregistré une croissance de 2,4 % par suite des gains importants en ce qui touche la fabrication de matériel informatique et périphérique ainsi que la fabrication de métaux de première transformation et de produits métalliques. Les industries de la foresterie, de l'exploitation forestière et de l'extraction de pétrole et de gaz ont connu une croissance, tandis que l'industrie minière a subi un recul.

La progression de 2,4 % du secteur des administrations publiques est attribuable à la fois à l'administration fédérale, provinciale et aux administrations locales.

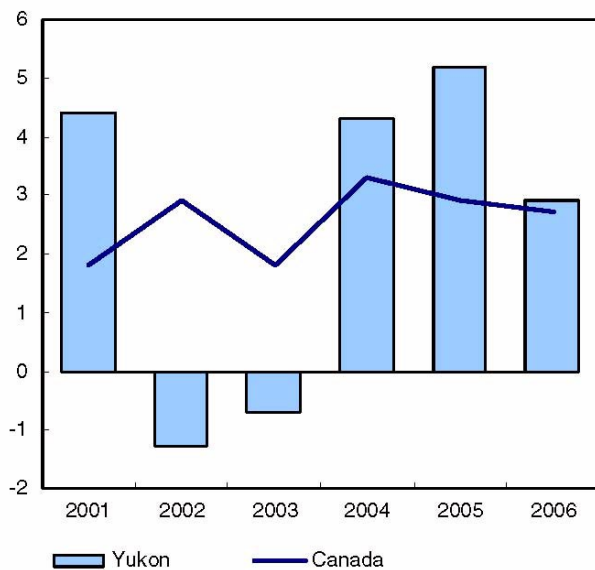
Yukon

L'activité économique ralentit mais demeure forte

L'économie du Yukon a connu une expansion pour une troisième année de suite, le PIB réel affichant une croissance de 2,9 %. La production de biens a légèrement diminué. Les industries ayant contribué à la croissance sont celles des activités de soutien de l'extraction minière, du commerce de gros et de détail ainsi que de l'administration publique territoriale. Les exportations ont été en hausse tandis que les dépenses intérieures ont fléchi.

Graphique 12-a Le PIB du Yukon

Variation en %, dollars enchaînés (1997)



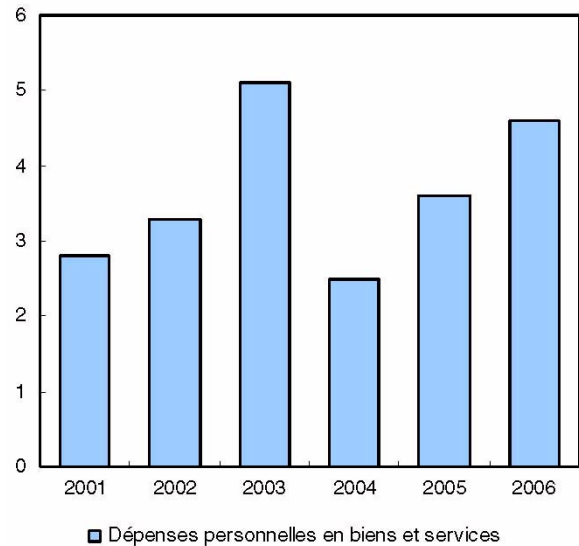
Il y a eu une croissance de 3,9 % du secteur de l'extraction minière, pétrolière et gazière. Les activités de soutien à l'extraction minière ont progressé très fortement tandis que les dépenses de prospection minière ont atteint un niveau record, surtout dans le cas des activités de prospection d'or, de zinc, d'uranium et de cuivre. Les gains du secteur ont été limités par le recul dans les industries de l'extraction de pétrole et de gaz ainsi que dans les minéraux métalliques.

La croissance marquée du commerce de gros tient pour une bonne part à la hausse des ventes de machines et de matériel, ce qui constitue le seul point positif au chapitre des investissements des entreprises. Dans l'ensemble, ces investissements ont fléchi de 4,7 %.

EN PERSPECTIVE...

Graphique 12-b Les dépenses personnelles favorisent la croissance

Variation en pourcentage, dollars enchaînés (1997)



Alors que la demande intérieure ralentissait en 2006, un certain nombre de composantes ont apporté un soutien à la croissance. La vigueur au chapitre des dépenses personnelles, en particulier pour les biens durables et semi-durables ainsi que les services, et des dépenses publiques courantes ont contribué à la croissance de l'économie.

L'investissement des entreprises en construction résidentielle accusait une baisse de 5,4 % alors que la construction de logements individuels diminuait. Un point notable à cet égard concerne les activités touchant la construction de résidences du village des athlètes pour les Jeux d'hiver du Canada en 2007.

Le revenu personnel disponible a augmenté de façon moins marquée qu'en 2005. Les dépenses de consommation ont été en hausse, tout comme le commerce de détail, à la suite de l'ouverture de nouveaux magasins. Les dépenses de consommation et les dépenses des administrations publiques en biens et services ont apporté un important soutien à l'économie. Il y a eu une progression de 4,3 % du secteur des administrations publiques, en raison notamment de la hausse de 5,4 % des services offerts par l'administration territoriale.

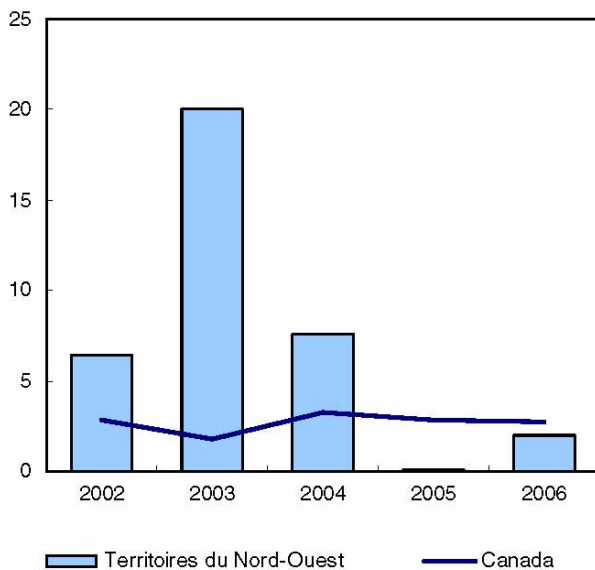
Territoires du Nord-Ouest

Hausse de l'activité économique

L'économie des Territoires du Nord-Ouest a fait preuve d'un regain de vigueur en 2006. Le PIB réel a progressé de 2,0 %, ce qui est nettement plus que l'année précédente (+0,1 %). Cette hausse substantielle de l'activité a été attribuable en grande partie aux abondantes ressources naturelles du territoire. Les exportations se sont rétablies grâce aux produits miniers; pour leur part, les dépenses intérieures ont sensiblement ralenti, malgré une hausse de 4,3 %.

Graphique 13-a Le PIB des Territoires du Nord-Ouest

Variation en %, dollars enchaînés (1997)



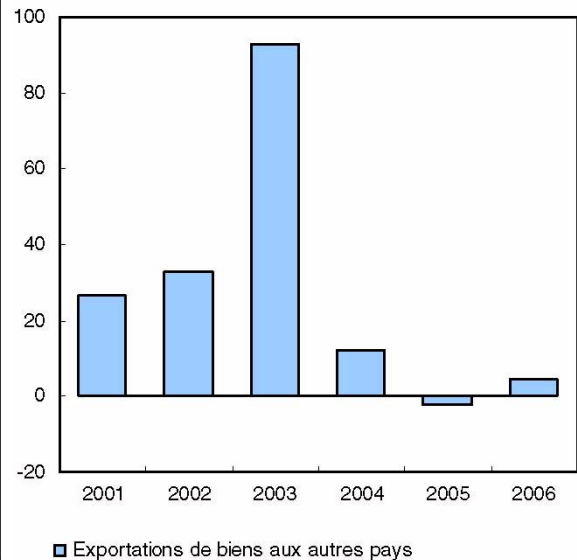
Il y a eu une remontée partielle de la production minière (+0,6 %) au lendemain du recul de 2005. Les cours internationaux élevés du tungstène ont stimulé les activités d'extraction de ce minéral dans une mine du sud-ouest. La hausse des cours mondiaux des minéraux et du pétrole a également entraîné une poussée des activités de prospection, ce qui a fait grimper les activités de soutien de l'extraction minière de plus de 40 %. Ces activités ont été menées en bonne part le long de la vallée du Mackenzie, en prévision de l'accès au pipeline que l'on projette de construire. Cela dit, il y a eu une baisse des activités d'extraction de gaz naturel pour une troisième année de suite, car la faiblesse de la demande a maintenu les prix du gaz à un bas niveau tout au long de 2006.

La formation brute de capital fixe des entreprises a augmenté de 9,3 %. Les activités d'extraction de diamants ont étayé ce secteur, les travaux se poursuivant à la mine du lac Snap. Les investissements des entreprises en bâtiments résidentiels ont chuté encore plus, de concert avec la diminution de la population en 2006.

EN PERSPECTIVE...

Graphique 13-b Les exportations soutiennent la croissance

Variation en %, dollars enchaînés (1997)



Après avoir connu une baisse en 2005 (-5,6 %), les exportations ont augmenté de 0,7 %. Ce revirement a contribué à la croissance économique dans la région.

La hausse moins forte du revenu personnel a conduit à une progression plus modeste des dépenses de consommation (+2,2 %). Le commerce de gros a enregistré une hausse du fait de l'augmentation de l'activité de construction non résidentielle.

L'activité de construction a eu des effets positifs sur le transport par camion. Les initiatives gouvernementales destinées à encourager le tourisme ont pour leur part eu une incidence favorable sur les voyages en avion ainsi que sur l'hébergement et les services de restauration. Le transport aérien a en outre profité de l'accroissement de la circulation résultant du transport de diamants vers les centres de classification d'Europe.

Les dépenses dans les domaines de l'éducation et de la santé ont poursuivi sur leur lancée de l'année précédente, progressant de 2,7 % et de 2,0 %, respectivement. On a observé une croissance appréciable (4,8 %) dans le cas des administrations locales (qui sont une composante des administrations publiques). Les services bancaires ont progressé grâce à l'amélioration du climat d'investissement.

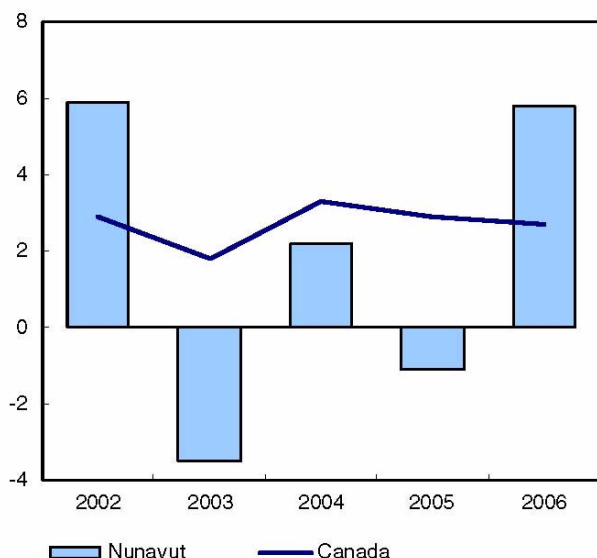
Nunavut

Relance de l'économie sous l'impulsion du secteur minier

L'activité économique au Nunavut a connu une forte progression en 2006, le PIB réel affichant une croissance de 5,8 % après avoir connu une contraction en 2005 (-1,1 %). L'achèvement et la nouvelle production émanant de la nouvelle mine de diamants Jericho ont donné un élan à l'économie. Cela a fait bondir les exportations (+22 %).

Graphique 14-a Le PIB du Nunavut

Variation en %, \$ enchaînés (1997)



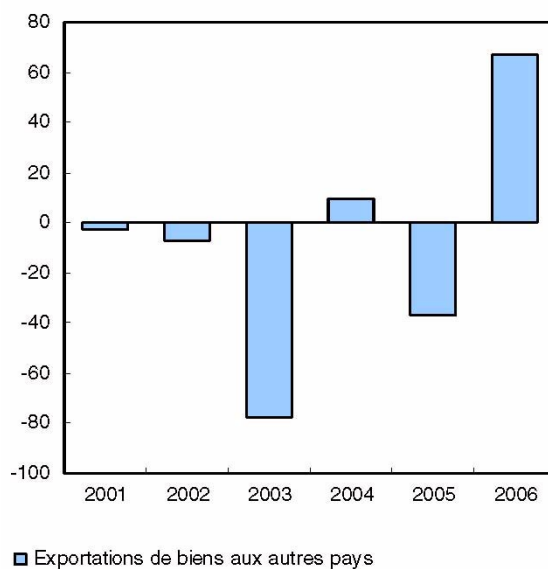
Ces dernières années, le Nunavut s'est efforcé de composer avec la fermeture d'un certain nombre de mines importantes. Le secteur minier est revenu à l'avant-scène en 2006, avec l'ouverture de la première nouvelle mine sur ce territoire depuis 25 ans.

L'activité de construction a augmenté dans l'ensemble, car on est passé de l'étape de la construction à celle de la production à la mine de diamants. La construction non résidentielle des administrations publiques était forte alors que l'investissement non résidentiel des entreprises a baissé. L'investissement des entreprises sur le marché de l'habitation a augmenté de 63 % grâce à une initiative gouvernementale menée en coopération avec la Nunavut Housing Corporation dans le but d'accroître le parc immobilier du territoire.

EN PERSPECTIVE...

Graphique 14-b Les exportations de biens vers d'autres pays rebondissent substantiellement

Variation en %, dollars enchaînés (1997)



La production de diamants et les exportations ont stimulé l'économie en 2006. La relance des exportations a étayé la croissance, les ventes de biens à l'étranger connaissant une croissance de plus de 200 %.

La production du secteur des services a augmenté de 1,6 % en 2006, les industries liées au tourisme obtenant de bons résultats. La progression de l'écotourisme et la conscientisation croissante à propos de l'incidence du réchauffement climatique sur l'Arctique ont stimulé la croissance dans nombreuses industries liées au tourisme. Le transport par camion a augmenté parallèlement à la construction et l'activité minière.

En 2006, la part des prises de flétan noir attribuée au Nunavut a été nettement plus élevée, ce qui a donné lieu à une hausse de la production au chapitre de la pêche, de la chasse, du piégeage ainsi que industries de la fabrication d'aliments en 2006.

En ce qui a trait aux administrations publiques, une croissance de 0,1 % a été enregistrée, principalement en raison de l'augmentation de 1,4 % des services fournis par les administrations locales. Des augmentations de dépenses dans l'éducation ont contribué à la croissance alors que le gouvernement du territoire bonifiait le budget de l'éducation afin de pouvoir fournir des services à une population de jeunes en rapide croissance et d'améliorer la qualité des programmes d'éducation de la petite enfance.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Canada[1]

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
millions de dollars aux prix courants							
PIB en termes de revenus et de dépenses							
Rémunération des salariés	545 204 8,4	570 008 4,5	593 307 4,1	621 003 4,7	651 888 5,0	688 150 5,6	730 075 6,1
Bénéfices des sociétés avant impôts	135 978 22,8	127 073 -6,5	135 229 6,4	144 821 7,1	171 323 18,3	189 455 10,6	200 338 5,7
Intérêts et revenus divers de placements	66 631 19,7	63 366 -4,9	58 354 -7,9	61 969 6,2	66 592 7,5	74 884 12,5	77 151 3,0
Revenu net des entreprises individuelles	64 944 5,7	68 857 6,0	74 292 7,9	77 014 3,7	80 828 5,0	84 500 4,5	87 412 3,4
Impôts moins subventions	128 340 4,0	128 521 0,1	138 055 7,4	140 484 1,8	148 564 5,8	155 297 4,5	160 580 3,4
Revenu personnel disponible	639 567 7,3	669 196 4,6	694 010 3,7	721 887 4,0	755 931 4,7	787 524 4,2	835 928 6,1
Taux d'épargne personnelle[2]	4,7	5,2	3,5	2,8	2,6	1,2	1,8

millions de dollars enchaînés (1997)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	566 664 4,0	579 513 2,3	600 521 3,6	618 424 3,0	638 825 3,3	663 583 3,9	690 649 4,1
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	186 589 3,1	193 876 3,9	198 658 2,5	205 668 3,5	211 883 3,0	217 689 2,7	225 163 3,4
Formation brute de capital fixe	201 109 4,7	209 102 4,0	212 368 1,6	226 233 6,5	244 221 8,0	261 572 7,1	279 084 6,7
Investissements en stocks	13 376 ...	-2 387 ...	532 ...	8 685 ...	9 767 ...	15 514 ...	10 964 ...
Exportations de biens et services	458 574 8,9	444 986 -3,0	450 183 1,2	439 462 -2,4	462 239 5,2	472 037 2,1	478 327 1,3
Importations de biens et services	405 715 8,1	384 894 -5,1	391 428 1,7	408 883 4,5	442 421 8,2	474 040 7,1	498 557 5,2
Produit intérieur brut aux prix du marché	1 020 488 5,2	1 038 702 1,8	1 069 282 2,9	1 088 773 1,8	1 124 688 3,3	1 157 705 2,9	1 189 535 2,7
PIB aux prix de base, par industrie							
Industries productrices de biens	312 498 6,7	305 727 -2,2	311 482 1,9	315 935 1,4	325 202 2,9	331 595 2,0	334 294 0,8
Industries productrices de services	631 056 4,6	652 200 3,4	672 177 3,1	687 921 2,3	709 800 3,2	732 506 3,2	758 887 3,6
Production industrielle	239 944 7,5	231 440 -3,5	236 342 2,1	236 840 0,2	241 141 1,8	243 485 1,0	242 236 -0,5
Fabrication de biens non durables	70 046 8,2	71 164 1,6	72 369 1,7	71 624 -1,0	72 158 0,7	71 317 -1,2	69 214 -2,9
Fabrication de biens durables	107 458 11,0	98 881 -8,0	99 222 0,3	98 635 -0,6	101 380 2,8	103 516 2,1	103 445 -0,1
Fabrication	177 618 9,9	170 247 -4,1	171 800 0,9	170 465 -0,8	173 726 1,9	174 987 0,7	172 782 -1,3
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	23 344 0,3	21 927 -6,1	20 700 -5,6	22 920 10,7	24 619 7,4	25 488 3,5	25 070 -1,6
Construction	48 992 5,5	52 575 7,3	54 689 4,0	56 627 3,5	60 228 6,4	63 689 5,7	68 372 7,4
Commerce de gros	53 587 6,3	54 525 1,8	56 349 3,3	58 603 4,0	61 721 5,3	65 997 6,9	70 477 6,8
Commerce de détail	49 924 6,4	52 445 5,0	55 530 5,9	57 301 3,2	59 454 3,8	62 219 4,7	65 452 5,2

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.
2. L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Terre-Neuve-et-Labrador[1]

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
millions de dollars aux prix courants							
PIB en termes de revenus et de dépenses							
Rémunération des salariés	6 357 8,6	6 656 4,7	6 921 4,0	7 396 6,9	7 648 3,4	7 995 4,5	10 319 29,1
Bénéfices des sociétés avant impôts	2 302 80,0	2 019 -12,3	3 740 85,2	4 593 22,8	5 292 15,2	6 673 26,1	7 341 10,0
Intérêts et revenus divers de placements	817 -1,9	783 -4,2	759 -3,1	770 1,4	877 13,9	872 -0,6	1 096 25,7
Revenu net des entreprises individuelles	936 -1,8	926 -1,1	964 4,1	1 022 6,0	1 054 3,1	1 075 2,0	1 106 2,9
Impôts moins subventions	1 622 3,4	1 690 4,2	1 807 6,9	1 909 5,6	1 975 3,5	2 050 3,8	2 060 0,5
Revenu personnel disponible	8 740 4,3	9 116 4,3	9 381 2,9	9 788 4,3	10 042 2,6	10 372 3,3	12 860 24,0
Taux d'épargne personnelle[2]	0,6 ...	1,2 ...	-0,1 ...	-0,7 ...	-1,2 ...	-2,0 ...	14,4 ...
millions de dollars enchaînés (1997)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	8 094 3,0	8 309 2,7	8 554 2,9	8 826 3,2	8 943 1,3	9 099 1,7	9 291 2,1
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	3 653 1,5	3 749 2,6	3 827 2,1	3 939 2,9	3 986 1,2	4 040 1,4	4 151 2,7
Formation brute de capital fixe	3 285 -9,9	3 238 -1,4	3 248 0,3	3 537 8,9	3 987 12,7	4 054 1,7	4 049 -0,1
Investissements en stocks	288 ...	177 ...	-88 ...	75 ...	88 ...	116 ...	130 ...
Exportations de biens et services	6 355 12,0	6 207 -2,3	8 221 32,4	9 009 9,6	8 628 -4,2	8 509 -1,4	8 852 4,0
Importations de biens et services	9 411 4,3	9 201 -2,2	9 493 3,2	10 256 8,0	10 545 2,8	10 622 0,7	10 919 2,8
Produit intérieur brut aux prix du marché	12 322 5,2	12 515 1,6	14 471 15,6	15 372 6,2	15 237 -0,9	15 298 0,4	15 719 2,8
PIB aux prix de base, par industrie							
Industries productrices de biens	3 614 10,0	3 507 -3,0	5 227 49,0	5 906 13,0	5 635 -4,6	5 635 0,0	5 890 4,5
Industries productrices de services	7 444 2,2	7 634 2,6	7 928 3,9	8 131 2,6	8 261 1,6	8 306 0,5	8 470 2,0
Production industrielle	2 645 18,4	2 454 -7,2	4 021 63,9	4 657 15,8	4 338 -6,8	4 309 -0,7	4 518 4,9
Fabrication de biens non durables	616 1,1	575 -6,7	652 13,4	710 8,9	743 4,6	673 -9,4	612 -9,1
Fabrication de biens durables	220 20,9	246 11,8	175 -28,9	285 62,9	263 -7,7	380 44,5	298 -21,6
Fabrication	852 4,4	821 -3,6	832 1,3	992 19,2	1 000 0,8	1 057 5,7	910 -13,9
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	358 -1,9	346 -3,4	351 1,4	351 0,0	380 8,3	369 -2,9	363 -1,6
Construction	588 -12,2	683 16,2	682 -0,1	668 -2,1	729 9,1	778 6,7	820 5,4
Commerce de gros	445 2,3	446 0,2	453 1,6	466 2,9	470 0,9	473 0,6	482 1,9
Commerce de détail	664 6,9	698 5,1	736 5,4	761 3,4	772 1,4	774 0,3	800 3,4

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.
2. L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Île-du-Prince-Édouard[1]

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
millions de dollars aux prix courants							
PIB en termes de revenus et de dépenses							
Rémunération des salariés	1 746	1 812	1 904	2 014	2 109	2 202	2 264
	8,3	3,8	5,1	5,8	4,7	4,4	2,8
Bénéfices des sociétés avant impôts	362	368	388	356	393	418	445
	5,2	1,7	5,4	-8,2	10,4	6,4	6,5
Intérêts et revenus divers de placements	135	150	125	126	138	136	141
	8,9	11,1	-16,7	0,8	9,5	-1,4	3,7
Revenu net des entreprises individuelles	280	303	313	327	333	348	352
	4,1	8,2	3,3	4,5	1,8	4,5	1,1
Impôts moins subventions	407	381	453	472	495	517	550
	5,7	-6,4	18,9	4,2	4,9	4,4	6,4
Revenu personnel disponible	2 420	2 467	2 606	2 635	2 780	2 842	2 953
	6,8	1,9	5,6	1,1	5,5	2,2	3,9
Taux d'épargne personnelle[2]	1,9	0,6	0,8	-3,0	-1,5	-4,8	-5,9

millions de dollars enchaînés (1997)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	2 195	2 224	2 300	2 359	2 401	2 464	2 529
	4,4	1,3	3,4	2,6	1,8	2,6	2,6
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	940	977	994	1 045	1 081	1 114	1 119
	-2,4	3,9	1,7	5,1	3,4	3,1	0,4
Formation brute de capital fixe	622	641	665	699	738	781	812
	6,1	3,1	3,7	5,1	5,6	5,8	4,0
Investissements en stocks	74	-46	56	6	25	6	53

Exportations de biens et services	1 772	1 747	1 753	1 806	1 862	1 904	1 928
	4,0	-1,4	0,3	3,0	3,1	2,3	1,3
Importations de biens et services	2 496	2 476	2 556	2 658	2 743	2 838	2 941
	7,7	-0,8	3,2	4,0	3,2	3,5	3,6
Produit intérieur brut aux prix du marché	3 111	3 078	3 225	3 264	3 367	3 437	3 505
	1,9	-1,1	4,8	1,2	3,2	2,1	2,0
PIB aux prix de base, par industrie							
Industries productrices de biens	724	682	746	734	787	785	811
	2,0	-5,8	9,4	-1,6	7,2	-0,3	3,3
Industries productrices de services	2 091	2 130	2 201	2 258	2 307	2 364	2 409
	2,0	1,9	3,3	2,6	2,2	2,5	1,9
Production industrielle	379	364	360	366	399	418	406
	4,4	-4,0	-1,1	1,7	9,0	4,8	-2,9
Fabrication de biens non durables	241	243	238	237	246	254	233
	5,7	0,8	-2,1	-0,4	3,8	3,3	-8,3
Fabrication de biens durables	102	84	91	104	128	139	149
	8,5	-17,6	8,3	14,3	23,1	8,6	7,2
Fabrication	336	320	319	328	359	377	366
	6,7	-4,8	-0,3	2,8	9,5	5,0	-2,9
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	196	159	213	201	211	193	213
	-3,4	-18,9	34,0	-5,6	5,0	-8,5	10,4
Construction	149	161	165	164	173	173	190
	2,8	8,1	2,5	-0,6	5,5	0,0	9,8
Commerce de gros	112	108	107	106	108	112	112
	2,8	-3,6	-0,9	-0,9	1,9	3,7	0,0
Commerce de détail	200	213	218	223	225	230	235
	9,9	6,5	2,3	2,3	0,9	2,2	2,2

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.
 2. L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Nouvelle-Écosse[1]

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
millions de dollars aux prix courants							
PIB en termes de revenus et de dépenses							
Rémunération des salariés	13 107 5,6	13 606 3,8	14 364 5,6	14 971 4,2	15 299 2,2	15 985 4,5	16 629 4,0
Bénéfices des sociétés avant impôts	2 281 24,5	2 432 6,6	2 420 -0,5	2 838 17,3	3 194 12,5	3 719 16,4	3 292 -11,5
Intérêts et revenus divers de placements	1 263 9,4	1 288 2,0	1 200 -6,8	1 263 5,3	1 301 3,0	1 286 -1,2	1 485 15,5
Revenu net des entreprises individuelles	1 772 1,5	1 886 6,4	2 016 6,9	2 105 4,4	2 149 2,1	2 240 4,2	2 284 2,0
Impôts moins subventions	2 999 3,7	3 172 5,8	3 449 8,7	3 663 6,2	3 771 2,9	3 848 2,0	3 867 0,5
Revenu personnel disponible	17 526 4,2	18 126 3,4	18 674 3,0	19 205 2,8	19 865 3,4	20 616 3,8	21 465 4,1
Taux d'épargne personnelle[2]	2,3 ...	2,9 ...	0,4 ...	-1,8 ...	-2,7 ...	-3,9 ...	-4,1 ...
millions de dollars enchaînés (1997)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	15 746 2,4	15 914 1,1	16 506 3,7	16 929 2,6	17 306 2,2	17 709 2,3	18 159 2,5
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	6 846 0,2	6 970 1,8	7 105 1,9	7 310 2,9	7 467 2,1	7 774 4,1	8 029 3,3
Formation brute de capital fixe	4 831 -10,9	5 067 4,9	5 434 7,2	5 446 0,2	5 367 -1,5	5 656 5,4	6 008 6,2
Investissements en stocks	190 ...	85 ...	-63 ...	128 ...	103 ...	75 ...	115 ...
Exportations de biens et services	11 170 9,4	11 679 4,6	12 380 6,0	12 280 -0,8	12 520 2,0	12 529 0,1	12 052 -3,8
Importations de biens et services	15 832 1,2	16 041 1,3	16 743 4,4	17 210 2,8	17 663 2,6	18 269 3,4	18 605 1,8
Produit intérieur brut aux prix du marché	22 970 3,1	23 700 3,2	24 652 4,0	24 929 1,1	25 131 0,8	25 534 1,6	25 814 1,1
PIB aux prix de base, par industrie							
Industries productrices de biens	5 034 2,6	5 250 4,3	5 586 6,4	5 609 0,4	5 511 -1,7	5 500 -0,2	5 340 -2,9
Industries productrices de services	15 790 3,0	16 288 3,2	16 899 3,8	17 274 2,2	17 543 1,6	17 928 2,2	18 425 2,8
Production industrielle	3 217 9,0	3 283 2,1	3 602 9,7	3 526 -2,1	3 456 -2,0	3 451 -0,1	3 211 -7,0
Fabrication de biens non durables	1 292 -7,3	1 321 2,2	1 394 5,5	1 453 4,2	1 469 1,1	1 460 -0,6	1 288 -11,8
Fabrication de biens durables	888 15,8	861 -3,0	1 024 18,9	906 -11,5	903 -0,3	857 -5,1	903 5,4
Fabrication	2 130 -0,0	2 133 0,1	2 342 9,8	2 268 -3,2	2 282 0,6	2 232 -2,2	2 099 -6,0
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	608 3,4	679 11,7	689 1,5	712 3,3	687 -3,5	678 -1,3	659 -2,8
Construction	1 161 -14,4	1 245 7,2	1 237 -0,6	1 333 7,8	1 335 0,2	1 336 0,1	1 473 10,3
Commerce de gros	1 027 2,9	1 012 -1,5	1 059 4,6	1 061 0,2	1 060 -0,1	1 083 2,2	1 081 -0,2
Commerce de détail	1 368 6,0	1 474 7,7	1 530 3,8	1 567 2,4	1 593 1,7	1 640 3,0	1 704 3,9

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.
2. L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Nouveau-Brunswick[1]

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
millions de dollars aux prix courants							
PIB en termes de revenus et de dépenses							
Rémunération des salariés	10 604 6,1	10 656 0,5	11 115 4,3	11 730 5,5	12 194 4,0	12 615 3,5	13 119 4,0
Bénéfices des sociétés avant impôts	1 846 4,4	1 904 3,1	1 832 -3,8	1 953 6,6	2 468 26,4	2 324 -5,8	2 750 18,3
Intérêts et revenus divers de placements	1 345 4,5	1 320 -1,9	1 167 -11,6	1 213 3,9	1 206 -0,6	1 284 6,5	1 319 2,7
Revenu net des entreprises individuelles	1 253 1,5	1 321 5,4	1 339 1,4	1 355 1,2	1 439 6,2	1 510 4,9	1 549 2,6
Impôts moins subventions	2 430 5,8	2 567 5,6	2 779 8,3	2 950 6,2	3 013 2,1	3 094 2,7	3 123 0,9
Revenu personnel disponible	13 730 4,1	14 167 3,2	14 480 2,2	15 052 4,0	15 696 4,3	16 150 2,9	16 823 4,2
Taux d'épargne personnelle[2]	4,9 ...	5,7 ...	3,1 ...	3,2 ...	3,1 ...	1,5 ...	1,1 ...
millions de dollars enchaînés (1997)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	12 100 2,9	12 203 0,9	12 575 3,0	12 801 1,8	13 135 2,6	13 464 2,5	13 868 3,0
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	4 923 -3,1	4 961 0,8	5 047 1,7	5 136 1,8	5 269 2,6	5 347 1,5	5 457 2,1
Formation brute de capital fixe	4 140 1,7	3 515 -15,1	3 567 1,5	4 038 13,2	4 349 7,7	4 642 6,7	4 831 4,1
Investissements en stocks	217 ...	14 ...	96 ...	111 ...	34 ...	15 ...	-21 ...
Exportations de biens et services	13 008 3,0	14 534 11,7	15 053 3,6	15 362 2,1	15 642 1,8	15 908 1,7	15 679 -1,4
Importations de biens et services	15 460 2,4	16 063 3,9	16 310 1,5	16 939 3,9	17 372 2,6	18 174 4,6	18 069 -0,6
Produit intérieur brut aux prix du marché	18 942 2,1	19 257 1,7	20 133 4,5	20 605 2,3	21 147 2,6	21 219 0,3	21 773 2,6
PIB aux prix de base, par industrie							
Industries productrices de biens	5 459 2,4	5 361 -1,8	5 687 6,1	5 854 2,9	5 983 2,2	5 807 -2,9	6 067 4,5
Industries productrices de services	11 872 2,7	12 222 2,9	12 622 3,3	12 875 2,0	13 162 2,2	13 390 1,7	13 687 2,2
Production industrielle	3 611 2,8	3 496 -3,2	3 752 7,3	3 831 2,1	3 937 2,8	3 739 -5,0	3 821 2,2
Fabrication de biens non durables	1 726 11,2	1 648 -4,5	1 859 12,8	1 932 3,9	2 055 6,4	1 877 -8,7	1 982 5,6
Fabrication de biens durables	1 011 -0,3	986 -2,5	1 080 9,5	1 076 -0,4	1 077 0,1	1 055 -2,0	1 055 0,0
Fabrication	2 735 6,9	2 686 -1,8	2 980 10,9	3 039 2,0	3 168 4,2	2 962 -6,5	3 070 3,6
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	722 2,0	855 18,4	930 8,8	863 -7,2	919 6,5	919 0,0	957 4,1
Construction	1 127 1,3	1 009 -10,5	1 014 0,5	1 150 13,4	1 125 -2,2	1 152 2,4	1 291 12,1
Commerce de gros	774 2,5	811 4,8	852 5,1	920 8,0	946 2,8	962 1,7	943 -2,0
Commerce de détail	1 080 8,2	1 105 2,3	1 127 2,0	1 154 2,4	1 190 3,1	1 234 3,7	1 297 5,1

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.
 2. L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Québec[1]

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
millions de dollars aux prix courants							
PIB en termes de revenus et de dépenses							
Rémunération des salariés	117 658 8,8	121 990 3,7	127 620 4,6	134 372 5,3	139 072 3,5	144 760 4,1	149 970 3,6
Bénéfices des sociétés avant impôts	23 761 3,0	22 523 -5,2	23 182 2,9	21 603 -6,8	24 991 15,7	25 561 2,3	28 470 11,4
Intérêts et revenus divers de placements	14 028 9,4	13 888 -1,0	13 675 -1,5	13 761 0,6	14 811 7,6	16 017 8,1	16 900 5,5
Revenu net des entreprises individuelles	12 416 2,7	13 150 5,9	13 953 6,1	14 545 4,2	15 546 6,9	16 292 4,8	16 738 2,7
Impôts moins subventions	30 080 4,6	30 163 0,3	32 231 6,9	33 054 2,6	34 714 5,0	35 910 3,4	36 242 0,9
Revenu personnel disponible	139 159 6,2	145 505 4,6	151 871 4,4	159 253 4,9	165 569 4,0	170 598 3,0	178 085 4,4
Taux d'épargne personnelle[2]	3,8 ...	4,7 ...	4,0 ...	4,2 ...	3,4 ...	1,3 ...	1,3 ...
millions de dollars enchaînés (1997)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	124 959 3,3	127 593 2,1	131 833 3,3	135 813 3,0	139 947 3,0	144 530 3,3	148 880 3,0
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	43 936 2,9	45 577 3,7	46 557 2,2	48 287 3,7	49 399 2,3	50 312 1,8	51 819 3,0
Formation brute de capital fixe	37 857 3,4	38 363 1,3	40 969 6,8	44 010 7,4	49 207 11,8	49 966 1,5	51 302 2,7
Investissements en stocks	3 029 ...	-1 222 ...	-1 400 ...	-80 ...	994 ...	2 996 ...	1 446 ...
Exportations de biens et services	135 478 10,8	132 800 -2,0	133 229 0,3	130 079 -2,4	131 103 0,8	135 226 3,1	139 428 3,1
Importations de biens et services	129 842 9,6	124 549 -4,1	127 043 2,0	131 391 3,4	137 753 4,8	145 059 5,3	151 050 4,1
Produit intérieur brut aux prix du marché	215 424 4,3	218 626 1,5	223 832 2,4	226 831 1,3	232 944 2,7	237 981 2,2	242 039 1,7
PIB aux prix de base, par industrie							
Industries productrices de biens	70 817 8,0	70 016 -1,1	71 096 1,5	70 904 -0,3	72 346 2,0	72 916 0,8	72 866 -0,1
Industries productrices de services	130 587 2,9	134 223 2,8	138 579 3,2	141 548 2,1	145 585 2,9	149 345 2,6	153 300 2,6
Production industrielle	57 648 8,4	55 973 -2,9	56 192 0,4	55 526 -1,2	55 445 -0,1	55 779 0,6	55 558 -0,4
Fabrication de biens non durables	19 966 8,0	20 907 4,7	21 456 2,6	20 848 -2,8	20 689 -0,8	20 464 -1,1	20 232 -1,1
Fabrication de biens durables	28 129 11,3	26 036 -7,4	25 100 -3,6	24 701 -1,6	24 913 0,9	25 337 1,7	25 480 0,6
Fabrication	48 090 10,0	46 784 -2,7	46 151 -1,4	45 322 -1,8	45 364 0,1	45 542 0,4	45 442 -0,2
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	3 784 -2,9	4 072 7,6	4 008 -1,6	4 011 0,1	4 292 7,0	4 332 0,9	4 170 -3,7
Construction	9 287 9,5	9 824 5,8	10 783 9,8	11 230 4,1	12 447 10,8	12 641 1,6	12 973 2,6
Commerce de gros	10 469 6,8	10 757 2,8	11 142 3,6	11 604 4,1	12 163 4,8	12 852 5,7	13 379 4,1
Commerce de détail	11 401 5,6	11 864 4,1	12 561 5,9	12 942 3,0	13 381 3,4	13 897 3,9	14 457 4,0

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.
2. L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Ontario[1]

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
millions de dollars aux prix courants							
PIB en termes de revenus et de dépenses							
Rémunération des salariés	233 876 9,0	242 939 3,9	251 315 3,4	262 261 4,4	274 335 4,6	287 445 4,8	300 065 4,4
Bénéfices des sociétés avant impôts	54 356 9,3	49 344 -9,2	60 467 22,5	57 603 -4,7	65 326 13,4	64 194 -1,7	66 662 3,8
Intérêts et revenus divers de placements	18 252 7,8	16 996 -6,9	16 330 -3,9	17 286 5,9	17 582 1,7	19 506 10,9	19 433 -0,4
Revenu net des entreprises individuelles	27 684 8,3	29 267 5,7	31 808 8,7	32 520 2,2	33 753 3,8	34 668 2,7	35 236 1,6
Impôts moins subventions	56 975 3,7	59 016 3,6	61 227 3,7	60 665 -0,9	64 821 6,9	67 841 4,7	70 216 3,5
Revenu personnel disponible	265 316 8,7	274 607 3,5	284 156 3,5	294 845 3,8	306 330 3,9	316 869 3,4	332 160 4,8
Taux d'épargne personnelle[2]	7,6 ...	6,8 ...	4,8 ...	4,0 ...	3,4 ...	1,6 ...	1,6 ...
millions de dollars enchaînés (1997)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	227 244 4,9	232 929 2,5	241 883 3,8	249 428 3,1	256 805 3,0	266 359 3,7	275 591 3,5
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	68 306 3,2	71 227 4,3	73 411 3,1	76 770 4,6	79 910 4,1	82 433 3,2	85 773 4,1
Formation brute de capital fixe	75 778 3,5	77 548 2,3	78 510 1,2	82 843 5,5	85 800 3,6	89 946 4,8	95 085 5,7
Investissements en stocks	4 512 ...	-628 ...	1 109 ...	1 496 ...	2 312 ...	4 632 ...	3 884 ...
Exportations de biens et services	312 492 7,8	303 183 -3,0	307 811 1,5	306 441 -0,4	322 661 5,3	328 004 1,7	329 606 0,5
Importations de biens et services	259 584 7,3	247 543 -4,6	252 899 2,2	261 417 3,4	278 247 6,4	289 637 4,1	300 712 3,8
Produit intérieur brut aux prix du marché	429 105 5,9	436 762 1,8	450 341 3,1	456 178 1,3	470 568 3,2	483 962 2,8	493 126 1,9
PIB aux prix de base, par industrie							
Industries productrices de biens	125 845 6,5	122 673 -2,5	125 226 2,1	125 040 -0,1	127 657 2,1	128 467 0,6	125 823 -2,1
Industries productrices de services	270 266 6,0	279 424 3,4	286 927 2,7	292 653 2,0	302 040 3,2	312 356 3,4	323 883 3,7
Production industrielle	102 504 7,5	98 063 -4,3	99 551 1,5	98 763 -0,8	100 823 2,1	100 935 0,1	97 516 -3,4
Fabrication de biens non durables	31 247 7,6	32 140 2,9	32 493 1,1	32 187 -0,9	32 509 1,0	32 025 -1,5	30 287 -5,4
Fabrication de biens durables	58 033 8,4	52 833 -9,0	53 867 2,0	53 677 -0,4	54 931 2,3	55 207 0,5	53 920 -2,3
Fabrication	89 873 8,5	85 316 -5,1	86 965 1,9	86 432 -0,6	88 018 1,8	87 808 -0,2	84 763 -3,5
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	4 671 -4,4	4 418 -5,4	4 439 0,5	4 403 -0,8	4 605 4,6	4 862 5,6	4 831 -0,6
Construction	18 552 3,3	20 090 8,3	21 117 5,1	21 753 3,0	22 109 1,6	22 562 2,0	23 380 3,6
Commerce de gros	26 245 7,8	26 501 1,0	27 442 3,6	28 641 4,4	30 163 5,3	32 320 7,2	34 558 6,9
Commerce de détail	19 962 7,2	20 875 4,6	22 328 7,0	23 088 3,4	23 885 3,5	24 877 4,2	25 851 3,9

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.
 2. L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Manitoba[1]

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
millions de dollars aux prix courants							
PIB en termes de revenus et de dépenses							
Rémunération des salariés	17 146 5,4	17 733 3,4	18 626 5,0	19 421 4,3	20 384 5,0	21 309 4,5	22 269 4,5
Bénéfices des sociétés avant impôts	2 890 11,2	2 796 -3,3	3 004 7,4	3 413 13,6	4 085 19,7	4 437 8,6	5 666 27,7
Intérêts et revenus divers de placements	3 041 12,5	3 011 -1,0	2 555 -15,1	1 876 -26,6	2 403 28,1	2 929 21,9	2 961 1,1
Revenu net des entreprises individuelles	2 245 1,6	2 357 5,0	2 490 5,6	2 529 1,6	2 597 2,7	2 702 4,0	2 813 4,1
Impôts moins subventions	4 259 6,2	4 399 3,3	4 801 9,1	4 778 -0,5	4 805 0,6	4 870 1,4	5 097 4,7
Revenu personnel disponible	22 102 4,6	22 974 3,9	23 678 3,1	24 406 3,1	25 589 4,8	26 276 2,7	27 699 5,4
Taux d'épargne personnelle[2]	4,9 ...	4,8 ...	3,1 ...	2,5 ...	2,5 ...	0,1 ...	0,7 ...
millions de dollars enchaînés (1997)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	19 629 2,2	20 000 1,9	20 570 2,9	20 952 1,9	21 660 3,4	22 346 3,2	23 083 3,3
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	7 201 1,9	7 460 3,6	7 651 2,6	8 013 4,7	8 225 2,6	8 366 1,7	8 510 1,7
Formation brute de capital fixe	5 598 -1,7	5 810 3,8	5 885 1,3	6 176 4,9	6 625 7,3	6 995 5,6	7 906 13,0
Investissements en stocks	517 ...	-142 ...	132 ...	674 ...	138 ...	123 ...	626 ...
Exportations de biens et services	20 634 5,1	21 144 2,5	21 140 -0,0	21 075 -0,3	22 305 5,8	22 738 1,9	23 056 1,4
Importations de biens et services	20 729 2,1	21 170 2,1	21 754 2,8	22 853 5,1	24 065 5,3	24 775 3,0	26 048 5,1
Produit intérieur brut aux prix du marché	32 846 4,3	33 111 0,8	33 629 1,6	34 074 1,3	34 937 2,5	35 872 2,7	37 052 3,3
PIB aux prix de base, par industrie							
Industries productrices de biens	8 611 7,9	8 216 -4,6	8 387 2,1	8 461 0,9	8 646 2,2	8 893 2,9	9 443 6,2
Industries productrices de services	21 826 3,2	22 432 2,8	22 867 1,9	23 135 1,2	23 660 2,3	24 237 2,4	24 896 2,7
Production industrielle	5 641 9,8	5 458 -3,2	5 564 1,9	5 440 -2,2	5 620 3,3	5 897 4,9	5 999 1,7
Fabrication	3 898 9,7	3 757 -3,6	3 910 4,1	3 911 0,0	3 949 1,0	3 988 1,0	3 977 -0,3
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	1 771 13,0	1 469 -17,1	1 507 2,6	1 736 15,2	1 651 -4,9	1 477 -10,5	1 700 15,1
Construction	1 204 -7,1	1 349 12,0	1 322 -2,0	1 358 2,7	1 435 5,7	1 554 8,3	1 820 17,1
Commerce de gros	1 886 1,9	1 892 0,3	1 958 3,5	1 938 -1,0	1 964 1,3	2 046 4,2	2 098 2,5
Commerce de détail	1 757 5,0	1 864 6,1	1 955 4,9	2 034 4,0	2 088 2,7	2 170 3,9	2 268 4,5

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.
2. L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Saskatchewan[1]

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
millions de dollars aux prix courants							
PIB en termes de revenus et de dépenses							
Rémunération des salariés	13 383 4,4	13 965 4,3	14 617 4,7	15 427 5,5	15 978 3,6	17 001 6,4	18 178 6,9
Bénéfices des sociétés avant impôts	5 629 43,3	4 442 -21,1	4 804 8,1	5 375 11,9	6 753 25,6	8 374 24,0	9 092 8,6
Intérêts et revenus divers de placements	2 929 21,9	2 560 -12,6	2 582 0,9	2 691 4,2	3 083 14,6	3 205 4,0	3 399 6,1
Revenu net des entreprises individuelles	1 875 5,6	1 953 4,2	2 014 3,1	2 081 3,3	2 111 1,4	2 202 4,3	2 288 3,9
Impôts moins subventions	3 687 -1,7	3 740 1,4	3 616 -3,3	3 827 5,8	4 035 5,4	4 227 4,8	4 647 9,9
Revenu personnel disponible	18 187 3,8	18 494 1,7	19 049 3,0	20 191 6,0	21 563 6,8	22 249 3,2	22 969 3,2
Taux d'épargne personnelle[2]	-0,9 ...	-2,6 ...	-4,6 ...	-3,3 ...	0,1 ...	-1,4 ...	-3,2 ...
millions de dollars enchaînés (1997)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	17 008 2,6	17 236 1,3	17 680 2,6	18 146 2,6	18 456 1,7	18 972 2,8	19 653 3,6
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	6 166 1,2	6 389 3,6	6 542 2,4	6 641 1,5	6 769 1,9	6 961 2,8	7 167 3,0
Formation brute de capital fixe	6 999 -0,5	6 931 -1,0	6 543 -5,6	7 103 8,6	7 199 1,4	7 579 5,3	8 216 8,4
Investissements en stocks	358 ...	-584 ...	-149 ...	1 504 ...	1 318 ...	1 826 ...	742 ...
Exportations de biens et services	21 420 6,4	21 805 1,8	21 221 -2,7	20 834 -1,8	22 806 9,5	23 249 1,9	23 639 1,7
Importations de biens et services	20 700 3,7	20 938 1,1	21 098 0,8	22 127 4,9	23 355 5,5	24 333 4,2	25 231 3,7
Produit intérieur brut aux prix du marché	31 252 2,6	30 953 -1,0	30 824 -0,4	32 081 4,1	33 139 3,3	34 157 3,1	34 292 0,4
PIB aux prix de base, par industrie							
Industries productrices de biens	11 455 1,6	10 437 -8,9	9 775 -6,3	10 797 10,5	11 211 3,8	11 787 5,1	11 429 -3,0
Industries productrices de services	17 555 2,7	18 133 3,3	18 591 2,5	19 019 2,3	19 560 2,8	20 009 2,3	20 583 2,9
Production industrielle	6 973 3,7	6 961 -0,2	6 721 -3,4	7 079 5,3	7 227 2,1	7 505 3,8	7 270 -3,1
Fabrication de biens non durables	1 128 22,9	1 199 6,3	1 069 -10,8	1 151 7,7	1 161 0,9	1 199 3,3	1 138 -5,1
Fabrication de biens durables	1 072 -0,7	1 014 -5,4	974 -3,9	991 1,7	1 142 15,2	1 307 14,4	1 463 11,9
Fabrication	2 144 10,9	2 166 1,0	1 980 -8,6	1 969 -0,6	2 113 7,3	2 295 8,6	2 377 3,6
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	2 991 -1,2	1 919 -35,8	1 579 -17,7	2 080 31,7	2 286 9,9	2 509 9,8	2 329 -7,2
Construction	1 537 -1,5	1 628 5,9	1 584 -2,7	1 613 1,8	1 671 3,6	1 738 4,0	1 831 5,4
Commerce de gros	1 645 3,5	1 650 0,3	1 659 0,5	1 726 4,0	1 818 5,3	1 903 4,7	1 935 1,7
Commerce de détail	1 415 5,0	1 479 4,5	1 551 4,9	1 559 0,5	1 603 2,8	1 673 4,4	1 760 5,2

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.
 2. L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Alberta[1]

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
millions de dollars aux prix courants							
PIB en termes de revenus et de dépenses							
Rémunération des salariés	60 392 10,6	67 757 12,2	70 868 4,6	74 629 5,3	81 359 9,0	89 841 10,4	101 059 12,5
Bénéfices des sociétés avant impôts	30 206 86,0	28 909 -4,3	23 229 -19,6	33 109 42,5	40 186 21,4	52 425 30,5	53 727 2,5
Intérêts et revenus divers de placements	14 395 62,5	14 294 -0,7	10 869 -24,0	13 636 25,5	15 157 11,2	19 322 27,5	20 241 4,8
Revenu net des entreprises individuelles	7 143 7,1	7 771 8,8	8 495 9,3	8 907 4,8	9 382 5,3	10 273 9,5	11 150 8,5
Impôts moins subventions	10 015 4,1	7 297 -27,1	10 942 50,0	11 375 4,0	12 110 6,5	13 050 7,8	13 934 6,8
Revenu personnel disponible	67 790 9,6	75 535 11,4	78 323 3,7	81 946 4,6	88 968 8,6	96 765 8,8	108 391 12,0
Taux d'épargne personnelle[2]	4,5 ...	9,5 ...	7,1 ...	6,1 ...	8,1 ...	8,4 ...	10,0 ...
millions de dollars enchaînés (1997)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	59 659 5,0	61 797 3,6	64 313 4,1	66 611 3,6	70 087 5,2	74 797 6,7	80 705 7,9
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	18 164 6,1	18 899 4,0	19 515 3,3	20 380 4,4	21 157 3,8	22 183 4,8	23 176 4,5
Formation brute de capital fixe	37 374 16,8	41 083 9,9	40 620 -1,1	43 185 6,3	47 883 10,9	55 970 16,9	61 642 10,1
Investissements en stocks	838 ...	-1 264 ...	-1 426 ...	1 899 ...	1 285 ...	1 687 ...	911 ...
Exportations de biens et services	75 070 8,9	75 371 0,4	76 092 1,0	76 395 0,4	80 691 5,6	81 535 1,0	85 789 5,2
Importations de biens et services	70 013 14,7	72 404 3,4	72 753 0,5	78 241 7,5	83 930 7,3	90 923 8,3	97 026 6,7
Produit intérieur brut aux prix du marché	121 153 6,1	123 250 1,7	125 926 2,2	129 553 2,9	136 602 5,4	142 896 4,6	152 670 6,8
PIB aux prix de base, par industrie							
Industries productrices de biens	48 720 6,7	47 535 -2,4	47 006 -1,1	48 225 2,6	50 909 5,6	53 331 4,8	56 636 6,2
Industries productrices de services	67 374 6,3	71 530 6,2	74 393 4,0	77 440 4,1	80 765 4,3	84 735 4,9	90 744 7,1
Production industrielle	35 733 4,2	34 370 -3,8	34 544 0,5	34 801 0,7	36 267 4,2	37 034 2,1	38 524 4,0
Fabrication de biens non durables	6 843 13,7	5 976 -12,7	5 960 -0,3	5 776 -3,1	6 073 5,1	6 201 2,1	6 520 5,1
Fabrication de biens durables	5 900 21,1	6 085 3,1	5 853 -3,8	5 867 0,2	6 322 7,8	6 983 10,5	7 674 9,9
Fabrication	12 762 17,4	12 090 -5,3	11 766 -2,7	11 654 -1,0	12 406 6,5	13 193 6,3	14 202 7,6
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	3 567 1,5	2 981 -16,4	2 247 -24,6	2 939 30,8	3 302 12,4	3 566 8,0	3 374 -5,4
Construction	9 352 19,2	10 154 8,6	10 197 0,4	10 239 0,4	11 317 10,5	13 217 16,8	15 735 19,1
Commerce de gros	5 489 6,3	5 727 4,3	5 775 0,8	5 995 3,8	6 420 7,1	7 104 10,7	7 993 12,5
Commerce de détail	5 242 6,5	5 778 10,2	6 240 8,0	6 472 3,7	6 837 5,6	7 503 9,7	8 384 11,7

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.
2. L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Colombie-Britannique[1]

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
millions de dollars aux prix courants							
PIB en termes de revenus et de dépenses							
Rémunération des salariés	68 369 6,8	70 044 2,4	72 900 4,1	75 605 3,7	80 158 6,0	85 402 6,5	92 434 8,2
Bénéfices des sociétés avant impôts	11 596 24,6	11 392 -1,8	11 389 -0,0	12 705 11,6	17 009 33,9	20 011 17,6	21 673 8,3
Intérêts et revenus divers de placements	10 184 21,7	8 834 -13,3	8 828 -0,1	9 023 2,2	9 583 6,2	9 914 3,5	9 749 -1,7
Revenu net des entreprises individuelles	9 078 4,1	9 637 6,2	10 591 9,9	11 289 6,6	12 108 7,3	12 814 5,8	13 504 5,4
Impôts moins subventions	15 608 4,2	15 810 1,3	16 443 4,0	17 462 6,2	18 486 5,9	19 540 5,7	20 499 4,9
Revenu personnel disponible	81 901 5,8	85 332 4,2	88 594 3,8	91 237 3,0	96 026 5,2	101 046 5,2	108 597 7,5
Taux d'épargne personnelle[2]	-1,5	-1,0	-2,9	-4,5	-5,1	-5,7	-5,1

millions de dollars enchaînés (1997)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	77 953 3,0	79 626 2,1	82 341 3,4	84 809 3,0	88 488 4,3	92 348 4,4	97 213 5,3
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	23 701 4,1	24 838 4,8	25 112 1,1	25 137 0,1	25 485 1,4	25 858 1,5	26 594 2,8
Formation brute de capital fixe	23 498 2,6	25 124 6,9	25 359 0,9	27 897 10,0	31 158 11,7	33 571 7,7	36 611 9,1
Investissements en stocks	1 966 ...	-342 ...	352 ...	793 ...	1 046 ...	1 737 ...	1 359 ...
Exportations de biens et services	60 346 8,6	59 271 -1,8	60 017 1,3	61 751 2,9	65 583 6,2	67 472 2,9	69 089 2,4
Importations de biens et services	62 310 7,6	62 464 0,2	62 677 0,3	66 124 5,5	71 035 7,4	75 088 5,7	79 795 6,3
Produit intérieur brut aux prix du marché	125 145 4,6	125 924 0,6	130 445 3,6	134 131 2,8	140 263 4,6	145 501 3,7	150 741 3,6
PIB aux prix de base, par industrie							
Industries productrices de biens	30 632 7,5	30 038 -1,9	30 967 3,1	31 575 2,0	33 217 5,2	34 327 3,3	35 332 2,9
Industries productrices de services	83 343 3,5	85 131 2,1	87 937 3,3	90 218 2,6	93 613 3,8	96 851 3,5	100 747 4,0
Production industrielle	20 535 12,5	19 605 -4,5	20 329 3,7	20 187 -0,7	20 557 1,8	21 175 3,0	21 423 1,2
Fabrication de biens non durables	5 256 8,6	5 360 2,0	5 293 -1,3	5 315 0,4	5 277 -0,7	5 284 0,1	5 218 -1,2
Fabrication de biens durables	9 908 23,4	8 694 -12,3	8 903 2,4	8 945 0,5	9 512 6,3	9 971 4,8	10 426 4,6
Fabrication	14 954 16,7	13 634 -8,8	13 654 0,1	13 751 0,7	14 241 3,6	14 674 3,0	15 031 2,4
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	4 470 -1,5	4 588 2,6	4 542 -1,0	4 771 5,0	5 240 9,8	5 331 1,7	5 287 -0,8
Construction	5 635 -1,5	5 854 3,9	6 153 5,1	6 686 8,7	7 557 13,0	7 956 5,3	8 758 10,1
Commerce de gros	5 539 3,2	5 628 1,6	5 940 5,5	6 196 4,3	6 648 7,3	7 157 7,7	7 852 9,7
Commerce de détail	6 707 5,3	6 968 3,9	7 155 2,7	7 369 3,0	7 748 5,1	8 086 4,4	8 562 5,9

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.
2. L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Yukon[1]

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
millions de dollars aux prix courants							
PIB en termes de revenus et de dépenses							
Rémunération des salariés	681	689	708	728	777	834	882
	8,1	1,2	2,8	2,8	6,7	7,3	5,8
Bénéfices des sociétés avant impôts	71	116	74	81	111	125	121
	91,9	63,4	-36,2	9,5	37,0	12,6	-3,2
Intérêts et revenus divers de placements	54	50	46	47	56	64	69
	-3,6	-7,4	-8,0	2,2	19,1	14,3	7,8
Revenu net des entreprises individuelles	84	88	95	101	106	115	122
	9,1	4,8	8,0	6,3	5,0	8,5	6,1
Impôts moins subventions	82	86	92	95	95	99	99
	3,8	4,9	7,0	3,3	0,0	4,2	0,0
Revenu personnel disponible	823	853	910	949	998	1 071	1 128
	6,7	3,6	6,7	4,3	5,2	7,3	5,3
Taux d'épargne personnelle[2]	16,2	15,6	16,8	15,0	16,5	17,8	17,8

millions de dollars enchaînés (1997)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	648	666	688	723	741	768	803
	6,9	2,8	3,3	5,1	2,5	3,6	4,6
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	563	540	570	565	585	610	638
	1,4	-4,1	5,6	-0,9	3,5	4,3	4,6
Formation brute de capital fixe	255	301	304	318	374	468	437
	-13,0	18,0	1,0	4,6	17,6	25,1	-6,6
Investissements en stocks	13	10	19	5	-13	8	9

Exportations de biens et services	364	382	339	322	346	323	329
	0,8	4,9	-11,3	-5,0	7,5	-6,6	1,9
Importations de biens et services	728	732	767	791	847	910	914
	-2,0	0,5	4,8	3,1	7,1	7,4	0,4
Produit intérieur brut aux prix du marché	1 112	1 161	1 146	1 138	1 187	1 249	1 285
	3,9	4,4	-1,3	-0,7	4,3	5,2	2,9
PIB aux prix de base, par industrie							
Industries productrices de biens	158	177	160	147	183	210	209
	1,9	12,0	-9,6	-8,1	24,5	14,8	-0,5
Industries productrices de services	901	919	928	941	955	984	1 020
	4,8	2,0	1,0	1,4	1,5	3,0	3,7
Production industrielle	84	85	78	68	87	93	98
	6,3	1,2	-8,2	-12,8	27,9	6,9	5,4
Fabrication	3	3	2	2	2	3	4
	50,0	0,0	-33,3	0,0	0,0	50,0	33,3
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	4	5	4	4	4	3	3
	0,0	25,0	-20,0	0,0	0,0	-25,0	0,0
Construction	69	87	77	75	93	118	110
	-2,8	26,1	-11,5	-2,6	24,0	26,9	-6,8
Commerce de gros	40	39	33	34	34	37	40
	2,6	-2,5	-15,4	3,0	0,0	8,8	8,1
Commerce de détail	61	66	70	71	71	76	79
	5,2	8,2	6,1	1,4	0,0	7,0	3,9

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.
 2. L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Territoires du Nord-Ouest[1]

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
millions de dollars aux prix courants							
PIB en termes de revenus et de dépenses							
Rémunération des salariés	1 124 6,5	1 296 15,3	1 399 7,9	1 452 3,8	1 532 5,5	1 654 8,0	1 717 3,8
Bénéfices des sociétés avant impôts	568 5,8	764 34,5	643 -15,8	1 140 77,3	1 454 27,5	1 154 -20,6	1 021 -11,5
Intérêts et revenus divers de placements	163 94,0	168 3,1	197 17,3	252 27,9	363 44,0	316 -12,9	324 2,5
Revenu net des entreprises individuelles	122 1,7	136 11,5	147 8,1	160 8,8	173 8,1	183 5,8	187 2,2
Impôts moins subventions	138 11,3	154 11,6	168 9,1	183 8,9	197 7,7	198 0,5	195 -1,5
Revenu personnel disponible	1 133 6,8	1 292 14,0	1 326 2,6	1 363 2,8	1 436 5,4	1 542 7,4	1 603 4,0
Taux d'épargne personnelle[2]	16,2 ...	22,9 ...	20,8 ...	17,6 ...	18,2 ...	19,5 ...	20,0 ...
millions de dollars enchaînés (1997)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	900 4,5	930 3,3	957 2,9	999 4,4	1 030 3,1	1 065 3,4	1 088 2,2
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	919 -1,4	951 3,5	975 2,5	1 027 5,3	1 043 1,6	1 047 0,4	1 057 1,0
Formation brute de capital fixe	824 46,6	1 331 61,5	1 233 -7,4	748 -39,3	1 099 46,9	1 322 20,3	1 439 8,9
Investissements en stocks	37 ...	5 ...	6 ...	30 ...	-40 ...	22 ...	20 ...
Exportations de biens et services	1 471 22,3	1 757 19,4	1 993 13,4	2 967 48,9	3 169 6,8	2 993 -5,6	3 015 0,7
Importations de biens et services	1 714 28,6	2 015 17,6	2 006 -0,4	1 920 -4,3	2 148 11,9	2 320 8,0	2 426 4,6
Produit intérieur brut aux prix du marché	2 412 6,4	2 924 21,2	3 112 6,4	3 734 20,0	4 018 7,6	4 024 0,1	4 103 2,0
PIB aux prix de base, par industrie							
Industries productrices de biens	925 9,9	1 464 58,3	1 545 5,5	2 052 32,8	2 293 11,7	2 260 -1,4	2 305 2,0
Industries productrices de services	1 301 1,6	1 357 4,3	1 445 6,5	1 502 3,9	1 532 2,0	1 572 2,6	1 607 2,2
Production industrielle	634 -0,6	980 54,6	1 126 14,9	1 715 52,3	1 880 9,6	1 761 -6,3	1 769 0,5
Fabrication	4 33,3	9 125,0	9 0,0	7 -22,2	6 -14,3	6 0,0	5 -16,7
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	15 -11,8	16 6,7	17 6,3	17 0,0	18 5,9	18 0,0	19 5,6
Construction	275 41,8	460 67,3	370 -19,6	260 -29,7	329 26,5	418 27,1	454 8,6
Commerce de gros	49 4,3	48 -2,0	51 6,3	54 5,9	55 1,9	58 5,5	63 8,6
Commerce de détail	54 5,9	54 0,0	58 7,4	59 1,7	61 3,4	65 6,6	67 3,1

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.

2. L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Nunavut[1]

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
millions de dollars aux prix courants							
PIB en termes de revenus et de dépenses							
Rémunération des salariés	480	557	627	657	703	742	780
	11,4	16,0	12,6	4,8	7,0	5,5	5,1
Bénéfices des sociétés avant impôts	110	64	57	52	61	40	78
	17,0	-41,8	-10,9	-8,8	17,3	-34,4	95,0
Intérêts et revenus divers de placements	25	24	21	25	32	33	34
	4,2	-4,0	-12,5	19,0	28,0	3,1	3,0
Revenu net des entreprises individuelles	56	62	67	73	77	78	83
	12,0	10,7	8,1	9,0	5,5	1,3	6,4
Impôts moins subventions	38	45	47	51	47	53	52
	5,6	18,4	4,4	8,5	-7,8	12,8	-1,9
Revenu personnel disponible	656	697	747	793	839	882	928
	6,5	6,3	7,2	6,2	5,8	5,1	5,2
Taux d'épargne personnelle[2]	44,4	43,5	43,1	41,9	42,0	41,6	41,4

millions de dollars enchaînés (1997)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	348	370	391	417	434	449	466
	5,1	6,3	5,7	6,6	4,1	3,5	3,8
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	647	697	716	741	761	779	778
	4,0	7,7	2,7	3,5	2,7	2,4	-0,1
Formation brute de capital fixe	232	257	255	344	398	394	430
	-9,0	10,8	-0,8	34,9	15,7	-1,0	9,1
Investissements en stocks	15	16	-24	10	-4	3	0

Exportations de biens et services	315	308	303	147	152	143	174
	23,0	-2,2	-1,6	-51,5	3,4	-5,9	21,7
Importations de biens et services	751	797	744	804	864	909	941
	3,9	6,1	-6,6	8,1	7,5	5,2	3,5
Produit intérieur brut aux prix du marché	800	847	897	866	885	875	926
	8,3	5,9	5,9	-3,5	2,2	-1,1	5,8
PIB aux prix de base, par industrie							
Industries productrices de biens	255	247	244	192	210	188	243
	12,8	-3,1	-1,2	-21,3	9,4	-10,5	29,3
Industries productrices de services	556	605	651	679	681	691	702
	9,4	8,8	7,6	4,3	0,3	1,5	1,6
Production industrielle	179	166	122	49	50	42	82
	24,3	-7,3	-26,5	-59,8	2,0	-16,0	95,2
Fabrication	2	2	2	1	1	2	2
	100,0	0,0	0,0	-50,0	0,0	100,0	0,0
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	1	1	1	2	2	1	1
	...	0,0	0,0	100,0	0,0	-50,0	0,0
Construction	76	81	126	149	165	152	166
	-7,3	6,6	55,6	18,3	10,7	-7,9	9,2
Commerce de gros	3	3	3	4	4	4	4
	0,0	0,0	0,0	33,3	0,0	0,0	0,0
Commerce de détail	28	28	30	32	33	34	35
	7,7	0,0	7,1	6,7	3,1	3,0	2,9

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.

2. L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

À propos de cette publication

Dans cette publication, on donne un aperçu des événements économiques récentes dans les provinces et territoires. Cet aperçu couvre plusieurs grands thèmes : 1) le produit intérieur brut (PIB) en termes de revenus et de dépenses; et 2) le PIB par industrie.

On examine également les tendances des principaux agrégats du PIB en termes de revenus et de dépenses ainsi que les prix et le financement de l'activité économique selon le secteur institutionnel. En outre, on analyse le PIB par industrie. Cet aperçu comporte également des graphiques et plusieurs tableaux statistiques détaillés. Certains numéros comprennent des articles plus techniques expliquant les méthodes des comptes nationaux ou analysant un aspect particulier de l'économie.

Cette publication renferme les analyses détaillées, les graphiques et les tableaux statistiques qui, avant la parution du premier numéro, étaient diffusés dans *Le Quotidien*, produit no 11-001-XIF au catalogue de Statistique Canada, sous le rubrique Comptes économiques provinciaux et PIB provincial par industrie.

Politique de révision

PIB en termes de revenus et de dépenses; PIB par industrie :

Les estimations préliminaires sont publiées au printemps suivant l'année de référence et révisées à l'automne de la même année. Lors de la diffusion automnale, des révisions sont aussi apportées aux estimations des trois années antérieures. Normalement, les estimations ne sont plus révisées après cela, sauf quand une révision historique est réalisée, habituellement une fois tous les dix ans. Des révisions statistiques sont faites afin d'intégrer l'information la plus récente tirée des enquêtes, des statistiques sur l'impôt, des comptes publics, des recensements, etc., ainsi que du processus annuel d'étalonnage d'après les comptes d'entrées-sorties.

Révisions dans cette édition

PIB en termes de revenus et de dépenses; PIB par industrie :

Cette diffusion inclut les estimations préliminaires pour 2006, sans aucune révision aux données des années précédentes. De plus, les estimations détaillées sur les administrations publiques ne sont pas mises à jour dans la présente publication. Les estimations de l'année 2005 seront incluses dans la publication automnale.

À propos de : *Comptes économiques provinciaux*

Les comptes économiques provinciaux et territoriaux comprennent des estimations du produit intérieur brut (PIB) en termes de revenus et de dépenses, du PIB réel, des contributions à la variation en pourcentage du PIB réel, des indices implicites de prix, de la provenance et l'emploi du revenu personnel et des tableaux de données détaillés sur les administrations publiques. Les tableaux détaillés sur les administrations publiques comprennent des données sur le revenu et les dépenses, fondées sur les comptes publics.

Des résumés par sous-secteur de l'administration publique (fédérale, provinciale, locale, RPC et RRQ) sont fournis aux tableaux 6 à 10. Les détails sur les revenus sont présentés aux tableaux 11 à 13. Le tableau 11 présente des données désagrégées sur les impôts directs, les cotisations aux régimes d'assurance sociale et les paiements de transfert effectués par des personnes aux administrations publiques. Le tableau 12 comprend les composantes des impôts sur la production et sur les produits, et le tableau 13, une liste des sources de revenus de placements des administrations publiques. Du côté des dépenses, les principaux transferts aux personnes sont présentés au tableau 14 tandis que les subventions et les transferts de capital au secteur des particuliers et au secteur des entreprises figurent au tableau 15. Enfin, le tableau 16 comprend une liste des transferts les plus importants entre les différents paliers de gouvernement.

Tableaux : *Comptes économiques provinciaux*

Tableau 01	Produit intérieur brut, en termes de revenus
Tableau 02	Produit intérieur brut, en termes de dépenses
Tableau 03	Produit intérieur brut réel, dollars enchaînés (1997)
Tableau 04	Contribution à la variation en pourcentage, Produit intérieur brut réel
Tableau 05	Indices implicites de prix, produit intérieur brut réel
Tableau 06	Recettes et dépenses du secteur des administrations publiques
Tableau 07	Recettes et dépenses de l'administration fédérale
Tableau 08	Recettes et dépenses des administrations provinciales
Tableau 09	Recettes et dépenses des administrations locales
Tableau 10	Recettes et dépenses du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec
Tableau 11	Impôts directs - Particuliers, cotisations aux régimes d'assurance sociale et autres transferts aux administrations publiques
Tableau 12	Impôts sur production et importations
Tableau 13	Revenus de placements des administrations publiques
Tableau 14	Transferts des administrations publiques aux particuliers
Tableau 15	Subventions et transferts de capitaux des administrations publiques
Tableau 16	Transferts entre administrations publiques
Tableau 17	Provenance et emploi du revenu personnel
Tableau 18	Certains indicateurs économiques